

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Année 1980 - N. 75

LES CAUSES DE DISPARITION DE LA FAUNE SAUVAGE EN FRANCE

(Les moyens de protection et leur insuffisance)

THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 7 juillet 1980

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Marie-Paule SUCHOVSKY

née le 24 avril 1954

à Chambéry (Savoie)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Année 1980 - N.

LES CAUSES DE DISPARITION DE LA FAUNE SAUVAGE EN FRANCE

(Les moyens de protection et leur insuffisance)

THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 7 juillet 1980

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Marie-Paule SUCHOVSKY

née le 24 avril 1954

à Chambéry (Savoie)



ÉCOLE NATIONALE VÉTÉNAIRE

DE LYON

Année 1901-1902

LES CAUSES DE DÉPÉRISSANCE
DE LA FAUNE SAUVAGE EN FRANCE

(Thèse présentée à l'École Nationale Vétérinaire de Lyon)

THÈSE

Par

M. J. LEBLANC, Docteur en Médecine Vétérinaire

Président de la Faculté

Le 15 Mars 1902

Reçu par le Secrétaire de la Faculté



Reçu par le Secrétaire de la Faculté

Le 15 Mars 1902

Reçu par le Secrétaire de la Faculté

PERSONNEL ENSEIGNANT
DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

DIRECTEUR : Monsieur le Professeur COTTEREAU
DIRECTEURS HONORAIRES : Messieurs les Professeurs TAPERNOUX, FLORIO, FROGET

PROFESSEURS

Alimentation	M. WOLTER
Anatomie	M. BARONE
Chirurgie	M. COULON
Histologie-Anatomie pathologique	M. TISSEUR
Hygiène et Industrie des aliments d'origine animale	M. CHANTEGRELET
Maladies contagieuses	M. JOUBERT
Parasitologie	M. EUZEBY
Pathologie générale-Microbiologie	M. OUDAR
Pathologie médicale du bétail	M. COTTEREAU
Pathologie médicale des équidés	M. FONTAINE
Pathologie de la reproduction	M. BERTRAND
Pharmacie-Toxicologie	M. LORGUE
Physiologie	M. BOST
Physique-Chimie	M. DELATOUR
Zootchnie	M. FROGET
C.F.T.S.V.	M. FLACHAT Directeur

PROFESSEURS SANS CHAIRE

Mlle LAVAL, Mrs JEAN-BLAIN, LE NIHOUANEN, GASTELLU, PRAVE, LAPRAS, DESCHANEL, BOIVIN.

MAITRE DE CONFERENCES

M. FRANCK

MAITRE-ASSISTANT AGREGE

M. KECK

MAITRES-ASSISTANTS

Mmes CHAUVE, RACHAIL, Mlle COURSAT, Mrs NEYRET, DENOIX, FAU, BELLi, DEMONT, CHOMEL, GEVREY, EUZEBY, RICHARD, LEGEAY, JAUSSAUD, GARNIER.

ASSISTANTS

Mmes FOURNEL, CHAPPUIS, HACHLER, Mles RAGUIN, FAUBLEE, Mrs GENIN, CHARLET, LE FOURNIER, NGO TAN Hung, FRENAY, BEZEAUD, MAY, THIEBAULT, BENOIT, THIEVENAZ.

A mes parents

LES CAUSES DE DISPARITION

DE LA FAUNE SAUVAGE EN

FRANCE

(LES MOYENS DE PROTECTION

ET LEUR INSUFFISANCE)

La protection de l'environnement semble être une préoccupation de l'Homme de plus en plus pressante. Une enquête réalisée en 1976 dans les pays de la C.E.E. révèle que la protection de l'environnement arrive en 3ème position en moyenne dans les préoccupations des gens, après la lutte contre le chômage et l'inflation, en 2ème position pour la France. On a obtenu des résultats identiques aux Etats-Unis et au Japon (rapport de l'O.C.D.E.)^(a) On constate parallèlement que cette préoccupation augmente avec le revenu des gens qui sont prêts, la plupart du temps, à payer le prix d'un environnement de qualité.

Dans l'environnement une petite place est faite à la faune sauvage. Alors que les émissions sur les animaux domestiques se multiplient et que l'intérêt porté aux chiens et chats augmente sans arrêt, le sort de la faune sauvage intéresse moins l'opinion publique (ou par vogue : baleines ou par sensiblerie : bébés phoques...).

Quant à la faune française, on a pris son parti de savoir qu'elle est presque inexistante.

La chasse a beaucoup contribué à sa disparition. Les chasseurs ont su prendre à temps des mesures de protection pour certaines espèces, mais d'autres ont été protégées lorsqu'elles étaient au bord de l'extinction et parfois de façon irrémédiable. Mais la chasse

n'est pas seule en jeu. Les modifications de milieu, les pollutions brutales ou lentes, agissent sur la faune de façon plus insidieuse et plus définitive aussi, car cette fois le processus ne peut être arrêté.

Il paraissait urgent et nécessaire de soustraire des îlots de nature, plus ou moins vierges de toute activité humaine, à tout nouveau bouleversement de milieu et d'y protéger une faune en dehors de tout calcul cynégétique. On a donc créé des parcs et des réserves. Et la volonté de protection de l'environnement et de la faune s'est manifestée par l'élaboration de lois dont la dernière et la plus importante est celle du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature.

Cependant les parcs et réserves sont menacés parce que trop petits, ou déséquilibrés dans leurs populations par manque de prédateurs, ou, fait plus grave, sont menacés volontairement par suite d'intérêts économiques et financiers.

On peut alors se demander : quelle protection veut-on et pour quelle faune ? Va-t-on inexorablement vers des zoos en pleine nature qui apparaîtront comme les seules zones de loisirs et de détente possibles et qui en périront parce qu'elle seront envahies par le tourisme ? ou qui ne résisteront pas au développement économique qui les entoure.

C'est à partir de cette interrogation que nous avons désiré faire l'analyse des causes récentes et actuelles de disparition de la faune sauvage, pour essayer aussi de situer les moyens de protection mis en œuvre , leurs limites ou tout au moins les effets contraires à leur efficacité.

Nous avons été amené à suivre le plan suivant :

P L A N

PREMIERE PARTIE

Les causes de disparition (et parfois de maintien) des populations de faune sauvage en France (essentiellement mammifères et oiseaux sédentaires).

Introduction - Généralités

CHAPITRE I. Chasse et faune sauvage

I. Rappels sur l'importance de la chasse en France

II. Rôle de la chasse sur l'état actuel des populations.

A. Généralités

B. Les nuisibles

1. Définition

2. Nuisibles et densité

3. Les classés nuisibles

a. Liste

b. Législation

c. Les petits carnivores "nuisibles"

d. Les autres "nuisibles".

C. Le gibier

1. Liste

2. Situation de quelques espèces de gibier.

D. Les espèces protégées

1. Espèces qui ont disparu ou qui se maintiennent difficilement.
2. Espèces sauvées par une protection totale.

CHAPITRE II. Agriculture et faune sauvage.

I. Techniques responsables d'une forte mortalité

- A. Machinisme agricole
- B. Le brûlage et l'enfouissement des pailles

II. Les modifications de milieu

- A. L'assèchement des marécages
- B. Elimination des haies et talus.
- C. Défrichage
- D. Abandon de cultures

III. Pollutions chimiques

- A. Engrais
- B. Pesticides
 1. Définitions
 2. Toxicité directe
 3. Toxicité indirecte
 4. Règlementation

CHAPITRE III. Autres pollutions : la pollution par les hydrocarbures.

I. Sources de pollution

II. Fréquence des accidents

III. Les conséquences des marées noires pour la population aviaire des Sept Iles.

IV. Inéluctabilité des accidents

CHAPITRE IV. La forêt et la faune

- I. Morcellement des massifs
- II. L'exploitation
- III. Les incendies
- IV. Les pollutions

CHAPITRE V. Travaux d'aménagement et faune.

- I. L'urbanisation
- II. Les routes
- III. Divers grands travaux

DEUXIEME PARTIE : Mesures prises en faveur de la faune.

- I. Législation
 - A. Le terme de "protection" selon la loi
 - B. Les espèces protégées
 - C. Les lois sur la protection de la faune
 - a. A l'échelon national
 - b. A l'échelon départemental
- II. Les réalisations concrètes
 - A. Les parcs nationaux
 - 1. Loi relative à la création des parcs
 - 2. Les parcs
 - a. Localisation
 - b. Principales caractéristiques
 - B. Les réserves
 - C. Les parcs régionaux.

TROISIEME PARTIE :

I.. Problèmes "internes "des zones protégées

1. Déséquilibre par manque de prédateurs
2. Difficulté de maintien des prédateurs

II. Problèmes "externes" (par intérêt économique)

1. Le Mercantour
2. Les Ecrins
3. Autres exemples : le Morvan.

CONCLUSIONS

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE

Causes de la disparition (ou du maintien) des populations de faune sauvage en France.

INTRODUCTION

La dynamique des populations animales sauvages dépend du taux de reproduction de l'espèce (lié le plus souvent à des facteurs intrinsèques) et des facteurs de survie des jeunes et des adultes. Pour ceux-ci, interviennent :

- le climat et ses brusques variations auxquelles sont sensibles les petites espèces surtout.
- la disponibilité en nourriture, en eau.
- la disponibilité en couvert protecteur
- la tranquillité
- les prédateurs naturels
- les agents pathogènes spécifiques (infectieux, parasitaires ...) qui n'interviennent de façon importante que lors d'une forte augmentation de la densité de l'espèce, ou lors d'un affaiblissement des individus (à la suite d'une disette par exemple).

Or, les activités humaines influent considérablement la dynamique de ces populations puisqu'actuellement les milieux visent les espèces sauvages sont presque toujours le support d'activités humaines aux effets sur le milieu parfois rapides et irréversibles.

- a/ Certaines espèces ont la faculté de s'adapter aux variations de milieu. C'est par exemple le cas des renards alimentés par les détritux, des mouettes rieuses, des goëlands, des corneilles. Elles prolifèrent au détriment d'autres espèces dont elles peuvent accentuer la disparition, et il y a appauvrissement de la faune.
- b/ Parfois les activités humaines ont favorisé la vie d'une espèce en lui offrant le milieu qui correspondait le mieux à ses besoins. C'est le cas pour la perdrix grise, originaire des plaines de graminées centroeupéennes, qui s'est développée en France en même temps que les champs de grandes cultures céréalières qui leur apportaient la nourriture et le couvert végétal adéquate.
- Dans une moindre mesure, c'est le cas du cerf élaphe qui se développe plus rapidement chaque fois que des modifications en forêt créent des sous-bois dégagés, des futaies régulières, des taillis.
- c/ Certaines espèces, notamment celles qui ont besoin de vastes territoires, se sont mal adaptées aux changements de milieu, et régressent.
- Les extinctions d'espèces font partie d'un processus d'évolution générale. Mais actuellement, on parle de disparitions provoquées par l'homme. L'Union internationale pour la Conservation de la Nature estime qu'il disparaît chaque année en moyenne une espèce ou une sous-espèce (chiffres donnés dans le rapport O.C.D.E. de 1979).

Les causes de régression ou de disparition sont multiples et souvent plusieurs interviennent. Certaines ne sont pas connues : ex : tares de mutation génétique. D'autres sont l'action directe de l'homme sur une espèce par nécessité ou par plaisir. Ex : la chasse qui s'ajoute presque toujours aux autres causes.

D'autres, plus complexes, résultent d'une action de l'homme sur la niche écologique de l'espèce : modernisation de l'agriculture - aménagement rural - pollutions - urbanisation et extension démographique. Moins faciles à cerner, elles ont un rôle important à long terme, car elles peuvent détruire les conditions permettant la vie de l'espèce, empêchant toute réintroduction éventuelle.

CHAPITRE I. Chasse et faune sauvage

Nous envisagerons après un rappel sur l'importance de la chasse en France, le rôle qu'elle a eu et qu'elle a vis-à-vis des espèces animales, classées maintenant en 3 groupes : le gibier, les nuisibles, les espèces protégées.

I. Rappels sur l'importance de la chasse en France.

La France possède 44 millions d'ha chassables, un des territoires les plus étendus d'Europe, et des plus variés en paysage et en gibier, du moins autrefois.

2 200 000 électeurs ont leur permis de chasse. Chaque année il y a 30 000 à 40 000 permis supplémentaires. Chaque chasseur possède en moyenne 20 à 30 ha; mais cette surface est très inférieure à 20 ha dans 14 départements (dont la Gironde, le Var, l'Hérault...).

A titre de comparaison, voici quelques chiffres pour divers pays européens : (voir tableau suivant).

La France possède donc le plus grand nombre de chasseurs par rapport à sa population totale, une des plus petites surfaces chassables par chasseur; et aussi la plus grande période d'ouverture de chasse. D'après l'A.A.G.R.E.F. (Association Amicale du Génie Rural des Eaux et Forêts), le poids économique de la chasse est de plusieurs milliards de francs et le budget annuel de l'Office National de la Chasse de 130 000 000 F (estimation de septembre 1977).

II. Rôle de la chasse sur l'état actuel des populations.

A. Généralités

La chasse a fortement contribué à la destruction de la faune. Avant la dernière guerre, c'est sensible pour les grands carnivores surtout. Après la guerre, le nombre de chasseurs augmente, les armes se perfectionnent, de nouveaux moyens (voiture, routes) permettent aux chasseurs d'aller plus en avant dans les forêts. La diminution du gibier devient telle que des mesures de protection sont mises en place, souvent

Pays	Nombre total d'habitants (en millions)	Nombre de chasseurs	Nb de chasseurs Nb d'habitants	Superficie moyenne en ha par chasseur
Italie	55	1 500 000	1/37	20
France	55	2 200 000	1/25	23
Danemark	49	150 000	1/327	39
Grande-Bretagne	56	334 000	1/167	67
Espagne	33	600 000	1/55	84
Autriche	7,5	85 000	1/88	99
Belgique	10	30 000	1/33	102
R.D.A.	60	200 000	1/300	124
Hongrie	1,1	20 000	1/55	465

à l'initiative de l'O.N.C.: protection totale (réserves), partielle (plans de chasse), voire réintroduction d'une espèce.

Mais toutes les espèces n'ont pas le même statut. On peut distinguer trois groupes :

1. Les espèces protégées
2. le gibier
3. les nuisibles.

B. Les nuisibles

Après avoir défini le terme de nuisible et distingué les animaux considérés comme nuisibles quand il y a surpopulation de leur espèce, de ceux classés nuisibles quel que soit l'effectif de la population de l'espèce, nous envisagerons la situation actuelle de ces animaux.

1. Définition

D'après le code rural, est nuisible un animal susceptible de provoquer des dégâts aux cultures et aux forêts. La lutte contre eux a été confiée aux chasseurs qui ont étendu le terme aux animaux susceptibles de faire du tort au gibier. La notion de nuisible est artificielle. C'est une aberration du point de vue écologique.

2. Nuisibles et densité

Lorsque la régulation naturelle d'une espèce est compatible avec les activités humaines et que l'espèce n'est pas en danger d'extinction, le chasseur anticipe sur les causes de mortalité naturelle. Ceci n'est pas néfaste à la faune dans le cadre de plans de chasse respectés.

Parfois la régulation naturelle de l'espèce maintient la population à un taux jugé nuisible pour les activités humaines (agriculture et sylviculture essentiellement).

C'est le cas des grands herbivores.

Le cerf élaphe, lorsque les plans de chasse sont respectés a sa population qui croît lentement et régulièrement. En 1978, on estime de 5 millions de Francs les dégâts causés aux cultures et aux forêts (jeunes plantations abrutées, arbres écorcés). Pour qu'il n'y ait pas de dégât, on estime qu'il faut limiter sa densité à deux adultes pour 100 ha d'une forêt constituée essentiellement de feuillus, à trois ou quatre adultes dans une forêt où il y a une majorité de résineux. Lorsque les dégâts sont trop importants on augmente les prélèvements en période de chasse, voire en dehors de cette période (battues administratives décidées par le préfet).

Le chevreuil ne pose des problèmes qu'en sylviculture. Sa densité doit être de quatre chevreuils pour 100 ha d'une forêt pauvre, huit chevreuils pour 100 ha d'une forêt riche.

Dans ce cas, les chasseurs se substituent aux prédateurs des grands herbivores, qui ont disparu. Sinon on risque d'avoir des dégâts importants sur l'environnement (cas du Parc d'Engadine en Suisse).

Remarques : Le lièvre et le faison occasionnent parfois des dégâts en agriculture.

L'écureuil, lorsque sa densité est trop forte, notamment en forêts de résineux qu'il affectionne particulièrement, cause aussi des dégâts (bourgeons à fleurs cisailés, écorçage des cimes). Mais des épidémies, depuis 1954, ont considérablement réduit leurs effectifs.

3. Les animaux classés nuisibles

Depuis l'arrêté du 12 juin 1979 (J.O.22 août 1979), (7d) la législation à leur égard a quelque peu changé. Cependant, pratiquement, la notion de nuisible est encore fortement ancrée, chez les chasseurs notamment.

a/ Liste

Les animaux habituellement classés "nuisibles" (ou "malfaisants")

- Certains sont aussi considérés comme gibier : blaireau, renard, sanglier, lapin de garenne, corbeaux freux, corneille noire, choucas des tours, pie bavarde, pigeon ramier, étourneau, sansonnet.

- D'autres sont strictement "nuisibles" (c'est peut-être parce qu'ils ne sont guère chassables, à cause de leur petite taille ou de leurs mœurs nocturnes): Chat haret, belette, fouine, hermine, martre, putois, ragondin, rat musqué.

b/ Législation

Autrefois les arrêtés permanents de chasse fixaient les conditions de lutte contre les "nuisibles" en autorisant des moyens prohibés pour la chasse (pièges). Des primes pour la destruction des animaux nuisibles étaient données sur présentation du museau ou du bec (arrêté paru au J.O. du 21 janvier 1977). Elles étaient doublées pour les femelles pleines ou les portées détruites.

L'arrêté de 12 juin 1979 (7d) prévoit "en vue de réguler les populations de certaines espèces", leur tir seul, dans des conditions fixées par les arrêtés permanents de chasse. On n'utilise plus le terme de nuisible pour nommer ces espèces mais on retrouve la liste précédente. Leur destruction peut se faire en tout temps, même hors période de chasse.

c/ Les petits carnivores classés nuisibles

Remarques: - la genette, le chat sauvage, le lynx d'Europe, autrefois classés nuisibles, sont maintenant protégés.

- Le vison, autrefois gibier, est également protégé.

- Le décret du 24 avril 1979 (7c) interdit: "la mutilation, la naturalisation, ou qu'ils soient vivants ou morts, le transport, le colportage; l'utilisation, la mise en vente, la vente ou l'achat sur tout le territoire national" des espèces suivantes :

- martre, hermine, fouine, belette, putois : qui sont des nuisibles.

- loutre : autrefois protégée, elle n'apparaît plus ni dans la liste des animaux protégés, ni dans celle du gibier ou des nuisibles.

- Il nous semble important de développer le cas des petits carnivores nuisibles. Ils sont classés nuisibles parce que le chasseur les considère comme un compétiteur en face d'un gibier de plus en plus rare, pour d'autres raisons. Contrairement à ce qu'affirme le manuel officiel de chasse, ils ne sont jamais trop nombreux car ils règlent le plus souvent leur reproduction en fonction de la nourriture disponible (notamment les petits rongeurs dont le campagnol). Ils ont un rôle écologique important; certains sont en voie de disparition dans certaines régions de France. Une protection totale devrait leur être accordée.

a/ la belette

C'est le plus petit carnivore d'Europe qui vit à peu près partout en France. Elle aime les bocages mais s'accommode bien des grandes plaines céréalières où elle vit alors dans les galeries creusées par les petits rongeurs. Sa nourriture se compose essentiellement de rongeurs (campagnols surtout, fœaux des champs de céréales). Ses prédateurs naturels existent (autres carnivores notamment). D'autre part, sa reproduction se module en fonction de la quantité de nourriture (rongeurs) disponible.

Elle est combattue comme nuisible s'attaquant aux élevages de gibier (essentiellement par belettières jusque récemment).

b/ le putois

Il vit particulièrement au voisinage de l'eau. On le trouve souvent près des maisons mais il attaque peu les poulaillers.

Particularités de sa nourriture : c'est un des rares carnivores à s'attaquer au rat surmulot. C'est le seul prédateur constant du rat musqué.

Remarque : le rat musqué (classé nuisible) a été introduit accidentellement en France il y a des décennies.

Il n'y a pas de prédateurs "naturels". Il est responsable de plusieurs millions de dégâts :

- effondrement de milliers de km de berges d'étang et de rivières.
- centaines d'ha de terres cultivables emportés par l'eau.
- frais de consolidation des berges
- dégâts écologiques non chiffrables et pas tous répertoriés.

La politique de curage des rivières, qui ne semble pas gêner les rats musqués, prive le putois de son couvert habituel (arbres creux, racines enchevêtrées, buissons). Le putois est en régression dans de nombreuses régions dont le Nord et l'Est de la France. Les causes en sont le massacre par pièges destinés au putois (ou au rat musqué) mais aussi l'assèchement des marais, la suppression des haies, le curage des rivières. Il est classé nuisible car jugé ennemi du lapin de garenne (nuisible lui aussi !) ce qui est loin d'être vrai d'ailleurs. Il a des prédateurs (renard, chat sauvage et microparasites des fosses nasales).

c/ la martre

Elle est très localisée aux grands massifs forestiers des Pyrénées, du Massif Central, de Bourgogne, des Vosges, de l'Est. Ses effectifs semblent se maintenir voire augmenter dans les zones où l'enrésinement augmente; l'alternance feuillus-épicéas est son habitat préféré comme pour l'écureuil qui est sa proie préférée. Mais elle se nourrit aussi d'autres petits animaux (rongeurs). Elle est accusée de faire des dégâts chez les pigeons ramiers (autres nuisibles), dans les faisaneries et parmi les faisans lâchés pour la chasse (et qui meurent de bien autre chose surtout d'une inadaptation à ce nouveau milieu). Elle a conservé ses prédateurs. Elle est tuée par pièges (à palette ou à assomoir). Sa fourrure était vendue 100 F en 78.

d/ le blaireau

(est protégé dans certains départements comme le Rhône). On le trouve à peu près partout en France. Il aime les alternances de zones cultivées (où il trouve sa nourriture) et de massifs boisés (où il creuse son terrier). Sa nourriture se compose : de rongeurs (dont des lapereaux surtout avant la myxomatose) - de serpents - d'insectes dont les guêpes, bourdons, et vers blancs (au titre de prédateur de vers blancs il est protégé dans le Canton de Genève) - de céréales - de fruits. Il peut faire des dégâts dans les vignes, le maïs en lait.

Il est un cul de sac écologique pour la rage et n'a pas de rôle dans sa propagation. Cependant, alors qu'il est abondant localement dans les régions où il n'y a pas encore la rage, il est en diminution voire disparition dans tous les départements où l'on gère les renards.

Bien qu'on ne puisse confondre leur terriers (même si un renard occupe celui d'un blaireau) il est gazé en même temps que les renards; et contrairement à lui, il n'adapte pas sa fécondité en fonction de sa densité (pas plus de deux petits par an).

e/ l'hermine

On la trouve un peu partout en France, surtout dans les zones de bocage, près des ruisseaux et des étangs. Elle a été exclue des grandes plaines céréalières où elle ne trouve pas d'abri naturel.

Sa nourriture se compose essentiellement de petits rongeurs mais aussi petits vertébrés ou invertébrés. Mais parfois aussi de petit gibier et à ce titre est combattue, bien qu'elle fasse peu de dégâts dans les poulaillers ou les élevages de gibier.

Ses prédateurs naturels existent encore et sa reproduction se module en fonction de la population des campagnols des champs.

f/ le renard

On le trouve partout en France. Il s'adapte bien à tous les milieux. Il se nourrit essentiellement de petits rongeurs (un renard peut manger 6 000 à 10 000 campagnols par an), le lapin avant la myxomatose, rarement de gibier ou de volailles.

Ses prédateurs ont disparu ou presque : lynx, loup, grand Duc, Aigle royal. Il lui reste ses microennemis : gale, vers et virus de la rage surtout.

Il est chassé et piégé comme nuisible vis-à-vis du gibier et surtout maintenant comme porteur de rage. Il ne semble pas en danger d'extinction mais on peut se demander si la lutte contre le renard par gazage est la meilleure prophylaxie contre la rage.

d/ Autres "nuisibles".

- le sanglier : (d'abord considéré comme gibier)
Classé nuisible dans 59 départements en 1978 où les dégâts causés sont remboursés. Ils sont estimés à 30 000 000 F. pour l'année 1977 (semis de céréales, de maïs, maïs en grain, pommes de terre). Il aime les zones boisées à enclave cultivée. Notons que quelquefois on cultive du maïs près des bois pour l'attirer. Cependant, ses effectifs, quoique difficilement chiffrables, seraient de 37 000 à 46 000. Ses effectifs auraient augmenté avec les cultures de maïs.

- le lapin : d'abord considéré comme gibier.
Depuis la myxomatose introduite en 1951 volontairement, leur nombre a fortement diminué et ils ne font des dégâts que localement, lors de plus fortes densités.

- L'impact des pigeons ramiers semble peu important.
L'effectif des pies, corbeaux, corneilles, geai (qui peut être classé nuisible) reste important.

En conclusion, nous pensons que la notion de nuisible doit disparaître légalement et dans l'esprit des gens par des campagnes d'information expliquant le rôle de chaque animal dans l'équilibre écologique dont il fait partie. Cette affirmation a pour argument majeur que la notion de nuisible est liée à la chasse (quelquefois seulement liée à l'agriculture pour quelques dégâts réels mais aussi causés par des animaux qui ne sont justement pas classés dans les nuisibles stricts). Il y a d'ailleurs un projet d'introduction d'un rongeur

Sylcilapus Floridamus, venant d'Italie et déjà importé frauduleusement dans le Sud-Est.

La notion de nuisible, ne correspondant pas à ce qu'elle prétend être, doit être abolie.

C. Le gibier

Après avoir donné la liste des animaux gibier, nous envisagerons la situation de certaines espèces auxquelles est accordée une semiprotection.

1. Liste

Depuis le 12 juin 1979 (7d), il y a une liste des animaux gibier :

Oiseaux : alouette des champs, barges, bécasse, bécasseau maubèche, bécassines, caille des blés, canard chipecu, canard colvert, canard pilet, canard siffleur, canard souchet, chevaliers sauf le chevalier guignette, choucas des tours, colins, corbeaux freux, corneilles, courlis, étourneau sansonnet, eider à duvet, faisans de chasse, foulque macroule, fuligules sauf le fuligule, gélinoite des bois, gravelots, grives, harelde de Miquelon, huîtrier pie, lagopède alpin, macreuses, merle noir, nette rousse, oie cendrée, oie des moissons, oie rieuse, oie à bec court, perdrix bartavelle, perdrix grise, perdrix rouge, pie bavarde, pigeon biset, pigeon colombin, pigeon ramier, poule d'eau, pluviers, rale d'eau, sarcelles, téttras-lyre (coq maillé) téttras-royal (coq maillé), tournepietre, tourterelles et ranneau huppé.

Mammifères : blaireau, cerf élaphe, cerfe sika, chamois, chevreuil, daim, isard, lapin de garenne, lièvre brun, lièvre variable, marmotte, mouflon, renard, sanglier.

Cette liste renferme des espèces qui ne sont pas en danger d'extinction. Souvent, c'est parce qu'elles bénéficient d'une protection partielle (plans de chasse) ou parce qu'elles sont semi domestiquées (élevages de gibier lâché dans la nature). Il ne s'agit pas d'espèce en bout de chaînes alimentaires. Leur milieu de vie (alimentation, reproduction) n'est pas trop perturbé.

2. Situation de quelques espèces de gibier

a. Chamois

Il n'a jamais été en véritable danger d'extinction, bien que victime de la chasse et de la réduction des forêts de montagne. Sa population augmente dès qu'il est protégé dans son milieu. En dehors des réserves, s'il y a des plans de chasse respectés et des zones de réserves strictes, sa population se maintient, voire augmente. C'est ainsi qu'il y a pu avoir reconstitution d'une population en Chartreuse; sa population est stable ou augmente dans les Alpes (19 000 têtes), le Jura, les Vosges, les Pyrénées (Isards). Il a été récemment réintroduit dans le Cantal avec succès. En Vanoise, sa population est passé de 300 à 3000 de 1963 à 1973.

La population totale de chamois est estimée à 8200. La chasse effectue un prélèvement de 2800 à 2850 bêtes par an (chiffres de la saison de chasse 1973/74 et 74/75). Les chamois de l'année sont protégés sur tout le territoire.

b. Mouflon

On trouve 400 à 500 têtes en Corse (population autochtone) où il est protégé, ce qui l'a sauvé de l'extinction par la chasse.

On trouve une population d'environ 4000 têtes dans les Alpes avec un prélèvement par la chasse de 85 (en 1973/74), 180 (1974/75).

c. Autres grands herbivores :

cerf population estimée à 83 000 (effectifs début 74)

prélèvement en 73/74 6 000

" " 74/75 6 600

Chevreuril population début 74 229 000

prélèvement en 73/74 53 500

" 74/75 58 500

Daim population en 1974 : 700

prélèvement 73/74 215

" 74/75 240

Remarque : tous ces chiffres sont estimés par l'O.N.C.

d. Marmotte

Chassée pour sa graisse et sa peau, on ne la trouve plus guère que dans les lieux où elle est protégée (Vanoise - Mercantour - Ecrins). Elle a été réintroduite dans le Parc des Pyrénées à partir d'individus venant des Alpes, avec succès. Elle a disparu des Préalpes mais on trouve quelques individus en Chartreuse (Combe de Bellefond).

e. Les oiseaux

Leurs effectifs sont mal connus (bécasse) ou en régression (perdrix grise et rouge). Ou alors ils se maintiennent grâce à l'élevage (faisan) ou parce que leur milieu évolue peu (pigeons). Lorsque ses effectifs sont minimes, une espèce peut être protégée dans certains département (gélinotte).

Conclusion

Nous nous sommes limités à quelques cas pour lesquels la chasse a un rôle fondamental dans le contrôle des effectifs (grands herbivores notamment). Les chasseurs se vantent souvent d'être les protecteurs du gibier, parce que, grâce aux plans de chasse et aux repeuplements, ils permettent le maintien de certaines espèces. En fait, la faune protégée ne l'est que dans un but cynégétique. Souvent elle n'est ni autonome ni même sauvage.

Certains chasseurs se veulent être des prédateurs qui effectueraient des prélèvements au sein d'une faune qui se renouvellerait par elle-même. Pour concrétiser cette idée, certaines sociétés de chasse multiplient les plans de chasse et les réserves de chasse.

L'O.N.C. a les moyens de protéger une certaine faune, mais en contre partie, les chasseurs qui sont les financiers, réclament leur part du gibier. Les chasseurs sont très nombreux. Tout d'abord, il conviendrait peut-être de limiter leur nombre. Non en imposant une sélection financière mais en jugeant la compétence et les motivations des chasseurs. Nous pensons que, sous prétexte de liberté et de démocratie, il ne faut pas donner un fusil à n'importe qui, qui tirera sur n'importe

quoi (contrôles et sanctions sévères) et qui ne respectera pas la nature. La sélection doit se faire avant tout sur le respect de la faune et de son milieu qui ont un intérêt pour tous, chasseurs et non chasseurs. Ensuite, il paraît difficile de se passer du gibier d'élevage qu'il faut, peut-être, sacrifier au sport. Mais pour ce qui est de la faune sauvage, des prédatons très limitées devraient seules être accordées, après étude des populations (c'est le but des plans de chasse qu'il faudrait faire respecter de façon continue et stricte) et dans la mesure où pour le moment il n'y a plus, ou presque de prédateurs.

D. Espèces protégées

Une protection totale accordée à une espèce ne la sauve pas si elle intervient trop tard, ou si le milieu de l'espèce est trop perturbé. Nous envisagerons le cas d'espèces qui ont disparu ou presque, ou se maintiennent avec difficulté et d'espèces sauvées grâce à leur protection.

1/ Espèces qui ont disparu ou presque

a. Les grands carnivores

En même temps que s'exerçait sur eux la pression cynégétique, accrue du fait des dégâts qu'ils causaient à l'agriculture et à l'élevage, de leur mauvaise réputation pas toujours justifiée, de la peur qu'ils engendrent, leur habitat s'est réduit. Or, plus une espèce est au sommet d'une chaîne alimentaire, plus son habitat

doit être vaste. La volonté de destruction a accéléré le processus de disparition.

- le loup :

chassé en vue de son éradication au siècle dernier, (notamment par appâts empoisonnés). Les individus signalés dans les Landes en 68 ou dans l'Est de la France sont probablement des animaux migrants venus d'Espagne et d'Europe Centrale. Il n'existe plus en France d'espaces assez grands pour les réintroduire, mais étant donné la peur qu'il engendre, c'est hors de question.

- le lynx boréal :

on le trouvait dans le Queyras il n'y a pas 30 ans. Depuis le 17ème siècle, il se cantonnait aux zones forestières de montagne. Sa disparition s'explique par la réduction de son habitat (déboisements - augmentation des cultures en campagne - nouvelles cultures, (pommes de terre, maïs) qui rendent insuffisants le couvert végétal et où ses proies sont moins nombreuses - peut-être l'abandon de l'élevage de plein air pour la stabulation - Mais ce n'est pas retenu par tous les auteurs. Cela semble vrai pour quelques moutons isolés seulement) par une moindre tranquillité par suite de l'augmentation des populations dans les vallées de montagne (essor industriel des vallées des Alpes avec la houille blanche), mais surtout par la chasse et la volonté de détruire un animal dont on avait peur et pour s'approprier sa fourrure appréciée, la réintroduction semble possible notamment dans le Vercors et le Queyras, mais aussi dans d'autres régions des Préalpes du Nord (Chablais, Bauges, Chartreuse), les Préalpes du Sud (Baronnies), les Alpes du Sud (Mercantour).

- l'ours brun :

l'ours des Alpes (intermédiaire entre l'ours d'Europe et des Pyrénées) a été exterminé. Le dernier est vu à St Martin en Vercors en 1937. Les derniers ours bruns survivent dans les Pyrénées. Il y en avait 70 en 1954, 35-40 en 1970 - une quinzaine en 1979 (estimations données par le Parc des Pyrénées). La plupart sont en zone périphérique du Parc (Vallée d'Ossau et Baretons), 3 ou 4 restent en zone centrale.

L'ours a survécu parce que contrairement au loup, il fuit l'homme. Mais ses refuges se sont raréfiés à cause des routes pastorales et forestières de plus en plus nombreuses, empruntées par des chasseurs et des touristes de plus en plus nombreux. De plus il a été chassé avec haine par peur et parce que rendu responsable de dégâts dans les troupeaux de moutons. (En fait il tue peu de moutons, mais provoque des paniques dans les troupeaux et indirectement des accidents). Il n'a jamais attaqué l'homme dans le Parc des Pyrénées.

Remarque : dans de nombreux pays (anglosaxons, slaves, scandinaves) on lui rend hommage.

b. Les rapaces

Alors que depuis 1905 les oiseaux blancs sont protégés, les rapaces sont classés nuisibles jusqu'en 1972. Bien que protégés, il n'est pas rare qu'ils tombent encore sous le tir, volontaire ou non, des chasseurs (cas de l'Epervier d'Europe confondu avec le pigeon ramier en vol). Leur raréfaction est due à la chasse et aussi aux changements des méthodes pastorales.

Entre autres, les cadavres de moutons et génisses sont souvent enlevés et détruits, ce qui les prive de nourriture.

- le gypaète barbu :

il a disparu des Alpes Françaises. Il recherchait les zones escarpées difficiles d'accès, les régions plus basses étant trop fréquentées. Il a été rendu responsable de la diminution du gibier en montagne et de l'enlèvement du bétail. En fait, il se situe à l'extrémité d'une chaîne alimentaire. Plutôt charognard que prédateur, il intervient sur les cadavres après tous les autres vautours. Il se nourrit des os des animaux tués par les grands carnivores (loups) qui ont eux-mêmes disparus.

Il en reste quelques uns dans le parc des Pyrénées et en Corse.

- Autres vautours :

on ne les trouve plus que dans le Parc des Pyrénées : vautour fauve (également réintroduit dans le parc des Cévennes), vautour moine, percnoptère d'Egypte. Au total en comptant le Gypaète barbu, il y a 25 à 28 couples de vautours. Le parc régional de Corse compte également un certain nombre de rapaces.

- l'aigle royal :

ne se rencontre plus que dans les zones protégées (Parcs des Pyrénées, Vanoise, Mercantour, Ecrins...)

c. Petits carnivores

- la loutre :

a été victime de la chasse et du braconnage à cause de sa fourrure recherchée et parce que considérée longtemps comme nuisible. Elle a aussi été victime de l'endiguement des cours d'eau, de la diminution et régulation de leur débit, peut-être aussi de leur pollution. Elle est donc en régression en France comme partout en Europe depuis 30 ans.

L'estimation de sa population est difficile. Un couple lâché en 72 en Haute-Savoie s'est bien adapté.

- La genette (protégée) - le vison (protégé).

Ils sont assez rares.

- le chat sauvage : protégé récemment (1979)

localisé dans le Nord Est, la Bourgogne, les Pyrénées, la Corse où il plus petit. Son biotope est varié mais il préfère les forêts de feuillus avec clairière et taillis où il trouve sa nourriture (petits mammifères dont les campagnols). Il est compétiteur alimentaire du renard. Ses ennemis sont la neige (qui le prive de sa nourriture, les campagnols vivant alors sous la couche gelée), la route, et longtemps l'homme (chasse et pièges).

2/ Espèces sauvées par une protection totale ou partielle.

Le bouquetin (550 individus en Vanoise).

Sauvé des massacres de chasseurs par la création du Parc de la Vanoise, il est protégé dans toute la

France mais on ne le trouve que dans les parcs où il recolonise facilement les massifs (Vanoise - Mercantour), il y a un projet de réintroduction du bouquetin des Pyrénées, dans les Pyrénées Orientales. Notons que les derniers spécimens portégés dans le Parc d'Odessa ont une population stagnante d'environ 25 individus.

Conclusion

La protection d'une espèce résoud rarement le problème de sa survie. Soit parce qu'elle intervient lorsque l'espèce est en trop petit nombre pour se maintenir; soit parce que l'espèce subit d'autres pressions que l'extermination cynégétique. C'est ce que nous allons envisager dans les chapitres suivants.

CHAPITRE II. Agriculture et faune sauvage.

Nous étudierons successivement comme facteurs responsables de la disparition de la faune, les techniques agricoles, les modifications de milieu liées à de nouveaux modes de culture, à l'abandon de culture ou à l'acquisition de nouvelles terres agricoles, la pollution chimique due aux engrais et pesticides.

I. Techniques responsables d'une forte mortalité

Cela concerne essentiellement le petit gibier (lièvres, perdrix) qui a trouvé dans les grandes plaines céréalières un milieu de vie adéquat.

A. Machinisme agricole

1. 10 % de la mortalité du gibier due aux pratiques agricoles en plaine, surviendraient (d'après des travaux faits en Hongrie) au moment de la préparation des sols (6% pendant les labours, 4 % par herbage). C'est le lièvre qui est victime d'écrasement, les perdrix étant adultes.

2. C'est au moment de la récolte des fourrages que la mortalité est la plus élevée : 78 % des pertes causées au gibier surviennent lors du fauchage des cultures fourragères par destruction d'adultes, de jeunes et surtout d'œufs.

Les facteurs en sont :

- la vitesse des engins (jusqu'à 18 km/h)
- la largeur de la bande fauchée ou fouée (jusqu'à 3,60 m), surtout si plusieurs engins vont de front.

- le réglage trop près du sol de la partie coupante : le gibier n'a aucune chance à moins de 10 cm du sol.

- la concomitance de cette récolte avec la pleine période de ponte ou de couvaison.

- la pratique de récolte la nuit.

3. Lors des moissons, la mortalité, d'autant plus élevée que la moisson est plus rapide est de l'ordre de 12 %. Pour les perdrix, la mortalité est importante si le recoquetage est important. (le recoquetage est important si les premiers nids ont été fortement détruits, lors d'une forte pluviosité par exemple, ou si la proportion de fourrages artificiels est élevée dans l'assolement). Pour les lièvres, le risque provient surtout de l'habitude fréquente de moissonner de la lisière vers le centre : les animaux apeurés passent alors dans les machines alors qu'ils sont assez vigoureux pour se mettre à l'abri.

L'O.N.C. préconise un certain nombre de mesures pour réduire cette mortalité :

- Déranger les lièvres en parcourant les pièces à travailler, avant les travaux du sol.

- Prévoir une action de sauvetage des œufs : on les ramasse et on les place dans des boîtes isothermes. Mis en incubation, ces œufs peuvent donner 30 % de jeunes perdreaux relâchés dès qu'ils peuvent subsister seuls. Certaines fédérations de chasse ont un ou plusieurs centres de sauvetage. On en sauve ainsi jusqu'à 10 000 chaque année dans la Marne.

B. Le brûlage et l'enfouissement des pailles

1. Le brûlage

On retrouve cette pratique un peu partout en France surtout dans les zones calcaires ou à sol lourd. 70 000 ha sont aussi brûlés chaque année, ce qui détruit en pure perte près de 3 millions de tonnes de matière organique.

La matière du petit gibier de plaine est d'autant plus importante que le brûlage se fait tard après la récolte, car dans l'intervalle, le gibier s'est réinstallé et périt brûlé.

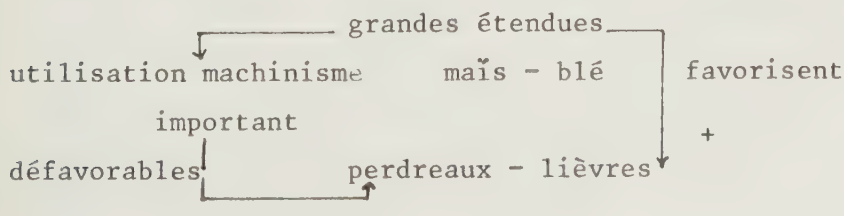
Le brûlage effectué sur de grandes surfaces (cas des grandes plaines céréalières du Bassin Parisien), supprime une partie de la nourriture disponible pour le gibier (les grains même en partie incinérés sont cependant utilisables comme nourriture). C'est surtout la disparition brutale du couvert végétal par la moisson et parachevée par le brûlage, allant jusqu'à la désertification du paysage dans le cas de grandes parcelles (zones de monocultures) qui est le plus nuisible aux lièvres et aux perdrix.

2. L'enfouissement

C'est le broyage des pailles avant l'enfouissement qui est responsable d'une mortalité chez le gibier. Il est recommandé de faire suivre la moissonneuse par le broyeur pour éviter la réinstallation du gibier entre les deux, et mieux encore, de chasser le gibier en utilisant divers dispositifs rappelant les barres d'envol.

Précisons que l'enfouissement n'est peut-être pas une très bonne technique agricole. Il est déconseillé pour les terrains calcaires, les sols lourds où la paille se décompose très lentement. Il apporte dans tous les cas un déséquilibre carbone/azote et doit être accompagné d'un apport d'azote minéral de l'ordre de 20 kg/ha. Dans tous les cas, le sol se gonfle après enfouissement et devient peu favorable aux semis. Cette pratique ne se justifie pas toujours économiquement ni agronomiquement. Elle résulte, comme le brûlage, d'une non utilisation des pailles, depuis surtout l'abandon de l'élevage dans les grandes régions céréalières et qui ne trouvent plus de débouchés.

On peut résumer la tétralogie simplifiée des plaines céréalières :



II. Les modifications du milieu

L'abandon de la polyculture pour la monoculture, le remembrement avec suppression de haies, la réduction des friches, le drainage des terres marécageuses, l'emploi des pesticides, ont modifié, simplifié et parfois supprimé le couvert végétal indispensable à une faune à qui il servait de nourriture, d'abri, de lieu de reproduction.

A. L'assèchement des marécages

De plus en plus, alors que marais, marécages, eaux saumâtres, sont parmi les écosystèmes les plus riches, par le nombre et la diversité des espèces animales et végétales rencontrées, on assiste à leur raréfaction, soit par drainage (souvent coûteux avec l'aide souvent de fonds publics), soit par pollution. On prive ainsi de nombreuses espèces de leur lieu de reproduction ou d'alimentation, de passage pour les oiseaux migrateurs.

Une des causes essentielles de la raréfaction de la cigogne en Alsace est la suppression de sa nourriture (batraciens, reptiles, insectes, petits poissons) consécutive à l'assèchement des marais par drainage et par l'établissement de nombreux barrages sur le Rhin ce qui a modifié le niveau des nappes phréatiques et leur émergence. L'assèchement de la Vallée du Grésivaudan a entraîné la disparition du courlis cendré, de la bécassine de marais (il restait 4 couples nicheurs en 71).

B. Elimination des haies et talus.

Les haies et talus forment une forêt éclaircie abritant une faune de lisière de forêt où règne un équilibre. C'est un abri pour les oiseaux (passereaux, rapaces), oiseaux-gibier (comme la perdrix rouge), les mammifères de petite et moyenne taille (hermine, martre), les reptiles, les batraciens. Cette population animale est plus variée dans les bocages que dans les champs ouverts. On constate ainsi que les campagnols provoquent plus de dégâts dans les régions ouvertes de grande culture que dans les bocages où leur population est régulée par les chouettes, hérissons, vipères, petits carnivores. Quand on examine les pelotes alimentaires des chouettes, on constate qu'en openfield (ex : Juranville) il y a moins d'1/6 d'insectivores et 70 % de campagnols. En boca e (Rostronen) il y a plus du 1/3 d'insectivores.

Toute simplification de ce couvert végétal, renforcée par l'emploi d'herbicides, prive la faune de son couvert habituel et de nourriture pendant la mauvaise saison surtout (partie herbacée et graines).

C. Défrichage

Le cerf de Corse a été en voie de disparition de 68 à 71, parce que son habitat de friches était remplacé par des vignobles (et aussi à cause de la chasse et du braconnage).

D. Abandon de cultures

En montagne, la Bartavelle qui vit entre 1000 et 3000 m d'altitude régresse par suite d'abandon de cultures lié à l'exode rural.

III. Pollutions chimiques

A. Les engrais

Les apports d'azote ammoniacal en pulvérisation semblent engendrer des mortalités chez le lièvre (en fin d'hiver, lorsque la disponibilité alimentaire est faible, le lièvre mange des céréales). Les applications classiques d'engrais N, P, K en poudre ou granulés semblent inoffensives pour le gibier de plaine.

B. Les pesticides

1/ Définitions

On désigne sous le nom de pesticides les insecticides, fongicides et herbicides utilisés par l'homme pour lutter contre "les pestes", insectes surtout, qui nuisent à l'agriculture. La plupart des substances utilisées actuellement sont des substances organiques de synthèse. Presque toutes sont dangereuses pour les êtres vivants mais la notion de nocivité est complexe. Il faut faire intervenir une toxicité aiguë et une toxicité chronique qui peuvent être différentes pour un même produit. On peut retenir qu'un produit (comme le Parathion - OP -) dont la DL 50 < 100 mg/kg est un poison violent. Dans la pratique, et dans un but de simplification comme le gibier est affecté aussi en fonction de

la dose appliquée aux cultures, on définit un nombre de doses létales/m² obtenu de la façon suivante :

$$\text{DL } 50/\text{m}^2 = \frac{\text{Dose d'emploi (en mg/ha)}}{1000 \times \text{DL50 (en mg/kg)}}$$

soit une DL50/m² pour le parathion et la dose de 300 g/ha et avec une dose de DL50 pour les oiseaux égale à 5 ou 6 DL50/m², soit un risque considérable qui se traduit pas des mortalités très élevées de petits oiseaux et de jeunes oiseaux gibier.

L'abus de pesticides ou leur mauvais emploi a contribué à la destruction de certaines espèces (USA surtout). Mais même bien utilisés, du fait de leur toxicité chronique ils provoquent en France une diminution de certaines populations animales. Chaque année, des traitements phytosanitaires sont réalisés sur la moitié de la France (toutes les zones cultivées sauf certaines prairies, et à un moindre degré que dans d'autres pays, sur quelques forêts, zones marécageuses et lacustres).

2/ Toxicité directe vis-à-vis des oiseaux et mammifères

Les traitements de couverture de la végétation - destinés à détruire les insectes dits nuisibles, les champignons pathogènes, les mauvaises herbes - font des dégâts dans le gibier. Ainsi l'usage de toxaphène, d'Endrine contre les campagnols dans les champs de luzernes, les épendages d'herbicides comme le dinitro-orthocrésol, effectués au début du printemps sur diverses cultures, provoquent une forte mortalité chez

Le traitement des semences par enrobage avec insecticides chlorés essentiellement entraîne une mortalité chez les oiseaux granivores (faisans - perdreaux - passereaux - pigeons ramiers - fringilles) d'autant plus que ces traitements s'effectuent fin février début mars, au moment où les oiseaux qui ont le moins de nourriture à leur disposition se tournent vers les cultures.

Des études ont montré le parallélisme entre la mortalité chez des pigeons ramiers ou des faisans et les périodes de semis.

3/ Toxicité indirecte des pesticides

a. à court terme :

. Les insectes chargés d'insecticides peuvent empoisonner les oiseaux insectivores. De plus la raréfaction des insectes peut entraîner une disette et la mort des nichées. Ainsi les traitements contre les pucerons des céréales au moment où les perdreaux qui viennent d'éclore, ont de forts besoins en protéines, fournies normalement par les insectes, sont responsables de la mort de ces oiseaux.

. La destruction en quelques jours des couverts par les défanants oblige le gibier à partir, chose impossible pour les trop jeunes, surtout si la surface traitée est importante. Dans certains cas, en plus de ce problème se surajoute celui de toxicité aiguë lorsqu'on emploie des défanants à base de colorants nitrés.

b. à plus long terme :

des effets peuvent apparaître, parce que certains produits (les plus stables comme les organochlorés) se concentrent dans le milieu naturel. Certains animaux (ou végétaux) sont des concentrateurs biologiques et leurs prédateurs peuvent s'intoxiquer même si la concentration initiale dans le milieu naturel est faible. Cette concentration augmente en remontant la chaîne alimentaire et les oiseaux au sommet de la chaîne sont les plus atteints. C'est le cas des rapaces dont la diminution subite est fortement liée à l'emploi massif des pesticides.

Cette intoxication à long terme a pour principale conséquence : la stérilité. Les insecticides en se concentrant dans les glandes sexuelles des oiseaux induisent une stérilité totale ou partielle avec diminution des œufs pondus. Certains, comme le DDT entraînent une diminution d'épaisseur des coquilles (par perturbation du métabolisme du calcium), ainsi fragilisées.

Les herbicides, considérés comme peu toxiques, peuvent également induire de la stérilité.

Outre les oiseaux gibier (faisans, perdreaux) sont victimes des pesticides en France : le Faucon Pèlerin, diverses espèces d'aigles, le Balbuzard Pêcheur (dont il ne reste que 5 ou 6 couples en Corse).

Remarque : des programmes de l'O.C.D.E. d'échantillonnage et d'analyse de la faune sauvage, visant à déceler la présence de contaminants de l'environnement ont été

mis en œuvre . Il apparaîtrait une diminution des concentrations de certains composés organochlorés les plus courants (analyses entre 72 et 75). Cependant, la plupart des rapaces sont en voie d'extinction.

4/ Règlementation

La législation française est l'une des plus strictes. La mise en vente des pesticides est réglementée et ne se fait qu'après visa des Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie, de la Santé publique, sur proposition d'une commission d'étude de l'emploi des toxiques en agriculture. Remarquons que le Ministère de l'Environnement n'est pas consulté.

D'autre part, l'arrêté ministériel du 25 février 75 (5) (J.O. du 7.03.75) relatif aux produits à usage agricole, a prévu des dispositions générales intéressantes pour la protection de nombreux milieux, dans l'article 2 on précise que ... "toutes les précautions doivent être respectées par les utilisateurs pour éviter l'entraînement des produits vers les lieux énumérés ci-dessous, quelle que soit l'évolution des conditions météorologiques".

Parmi ceux qui concernent plus directement la faune, on note :

- points d'eau consommable par l'homme et les animaux ainsi que les périmètres de protection des captages.
- des cultures et lieux, qui d'après la réglementation en vigueur, ne doivent pas être traités au même moment avec le produit utilisé.

- bassins de pisciculture, conchyloculture, aquaculture, rizière et marais salants.

- littoral maritime, cours d'eau, anaux de navigation, d'irrigation, de drainage, lacs et étangs d'eau douce ou saumâtre, fossés d'assainissement de voies raccordées à ces lieux.

- parcs d'élevage de gibier, les réserves de chasse, les parcs nationaux, les réserves naturelles".

D'autre part, (article 4) le préfet peut interdire ou limiter l'usage des insecticides, s'il y a un risque à l'égard des cultures ou lieux cités à l'article 2.

Il existe en France 325 matières actives entrant seules ou en association dans la composition des spécialités commercialisés en Agriculture. 78 % de leur tonnage ne font l'objet d'aucune mesure de classement toxicologique (donc est en très faible toxicité). 16 % sont au tableau C. 6 % au tableau A. Il y a des produits à éviter du fait de leur toxicité aiguë importante.

Parmi les insecticides : le Parathion, l'azinthos, le diméthoate - parmi les herbicides : les colorants nitrés (DNOX - dinoterbe), le paraquat - parmi les anti-rongeurs : strychnine, crimidine, phosphures l'arséniate de sodium.

Mais d'après l'O.N.C. Les produits les moins nocifs sont aussi les plus chers. Aussi l'O.N.C. recommande :

- d'employer modérément et conformément aux doses prescrites des pesticides soigneusement choisis, d'après un programme planifié.

- Utiliser le plus possible des produits spécifiques: ex le Sovinexion 25 E comme aphicide.

- Eviter de traiter les haies, talus, bordures de champs.

- Réserver des petites parcelles parsemées sur le territoire servant de cultures pour le gibier (colza, betteraves, choux...)

- Maintenir un morcellement parcellaire et dans les régions de grandes cultures, des bandes abris le long des chemins avec cultures à gibier, arbrisseaux...

Enfin l'O.N.C. a édité une brochure regroupant les pesticides utilisés avec leurs dangers respectifs et indiquant les moins toxiques.

Conclusion

Nous avons vu que, tout en conservant les techniques et le machinisme agricole, les engrais et les pesticides, utilisés actuellement et économiquement devenus souvent indispensables, on pouvait moins nuire à la faune en appliquant certaines mesures (essentiellement préconisées par l'O.N.C.), qui doivent faire l'objet d'une plus grande information notamment auprès de agriculteurs. Il serait bon de mettre sur le marché les produits les moins nocifs et d'interdire les autres. Cependant, les transformations du milieu avec bouleversement des paysages, simplifications des cultures, sont incompatibles avec une certaine faune.

Dans quelle mesure ces grandes transformations sont-elles indispensables ?

Ainsi l'assèchement des marécages n'est pas systématiquement utile. On reconnaît maintenant l'utilité des haies (abri contre le vent, le soleil - régulation et assainissement des eaux, conservation du sol et de sa fertilité - climat et cadre favorable à l'habitat de l'homme). Ce sont des facteurs à faire intervenir lorsqu'on veut transformer une zone de bocage en plaine de monoculture sous prétexte d'avantage financier immédiat. Il faut considérer les avantages et inconvénients à long terme. Il faut aussi favoriser le maintien d'une main d'œuvre agricole suffisante pour entretenir l'espace rural (main d'œuvre plus abondante dans les zones de bocage, de haies que dans les plaines de monoculture).

CHAPITRE III. La pollution par les hydrocarbures et la faune.

C'est une menace de plus en plus pressante pour les côtes et la faune qu'elles abritent. Nous envisagerons les divers types de pollution et leurs conséquences; puis ce qui rend le problème si critique : l'inéluclabilité de tels accidents.

I. Les sources de pollution

Les marées noires "accidentelles" font l'objet d'une information publique parce qu'elles sont spectaculaires; mais la pollution des océans et des côtes par les hydrocarbures est permanente et les accidents n'y contribuent qu'en partie. On estime que chaque année 6 millions de tonnes de pétrole sont déversées à la mer et cette quantité ne cesse d'augmenter. Les principales sources de pollution sont :

- les accidents de manipulation lors des chargement et déchargement
- les déballastages clandestins : ils représentent 2 millions de tonnes par an et diminueraient. Ils pourraient être tout à fait évités si la réglementation internationale (qui prévoit le nettoyage des cuves dans des stations prévues pour cela) était mieux respectée.
- l'exploitation par forage en mer : accidents peu nombreux mais toujours très graves du fait de la difficulté de colmatage de la fuite.

- les accidents lors de transport maritime
- les pertes inévitables lors des opérations de forage; les vidanges des eaux de cale; les rejets industriels, des usines de pétrochimie des raffinerie, qui parviennent à la mer par les égouts puis les fleuves.

Tout ceci contribue largement à faire diminuer les richesses biologiques des mers.

II. Fréquence des accidents

Depuis 1967, il est arrivé 34 accidents où plus de 2000 tonnes se répandaient dans la mer et dont furent victimes les pays de l'O.C.D.E. Dans les 13 dernières années , la France a connu 5 grandes marées noires :

1967 le Torrey Canyon

1976 le Boelhen 10 000 t de pétrole déversées

(la même année naufrage de l'Olympic Bravery)

1978 l'Amoco Cadiz 230 000 t

1979 le Gino 35 000 t

1980 le Tanio

Selon la Faculté des Sciences de Brest, la pollution par les hydrocarbures est un facteur majeur de la diminution de certaines espèces d'oiseaux marins. Lors d'une marée noire, la mortalité est concentrée dans l'espace et dans le temps. Ainsi après le Torrey Canyon, on estime que 8 000 oiseaux sont morts sur les côtes de Cornouailles et 2 000 sur les côtes françaises. Mais chaque année, une mortalité bien plus importante résulte d'une pollution permanente.

III. Conséquences pour la population aviaire des sept îles des marées noires (Torrey Canyon, Amoco Cadiz surtout).

La flore et la faune de la côte bretonne entre Ouessant et les 7 îles sont particulièrement riches. C'est pour cette raison et pour protéger les Macareux moines victimes des chasseurs qu'en 1912 fut créée la réserve des 7 Iles grâce à la Ligue Française pour la protection des oiseaux.

Les oiseaux les plus touchés par la marée noire ont été les alcidés, ce qui est d'autant plus grave que ce groupe est en régression depuis 30 ans, car justement très sensible aux hydrocarbures. Ils ont représenté 70 % des oiseaux mazoutés.

Macareux moines

avant 1950 on en dénombre	7 000 couples
Remontée pendant la guerre à	10 000 couples
Après le Torrey Canyon 1967	280 couples
En 1976 avant l'Amoco Cadiz	780 couples
après " "	30 couples environ.

Pingouins

en 1965	800 couples
après le T.Canyon	100 couples
1976	70 couples

Guillemots

1965	400 couples
Après le T. Canyon	100 couples

Les fous de Bassans : la colonie a été détruite à 15 % après le T. Canyon. Mais ils sont en légère extension ainsi que les Petrels Fulmars. En 1971 on en dénombrait 3 000 couples et 25 couples de Petrels Fulmars.

Au total on estime que 35 espèces ont été touchées par la marée noire de l'A. Cadiz.

Il y a une menace d'extinction des colonies de Macareux et de Pingouins des 7 Iles, seules colonies importantes en France. D'autant que le déséquilibre introduit entre les espèces après une marée noire accentue le processus de disparition de certaines d'entre elles. Ainsi, les Goélands se multiplient dès que les Macareux laissent le terrain libre. Ils détruisent le couvert végétal et les Macareux ne peuvent plus y nicher. On peut alors atteindre un point de non retour.

Causes de la mortalité :

A court terme il y a imprégnation du plumage de l'oiseau par le mazout, disparition du sébum protecteur et faillite thermique : le matelas d'air emprisonné par le plumage et réalisant l'isolation thermique est chassé puisque les plumes sont collées entre elles. Au contact de l'eau il y a fuite calorifique. La température baisse alors que le métabolisme de l'oiseau augmente. Il y a mort par épuisement.

L'engluage engendre l'impotence locomotrice. Les oiseaux s'épuisent et meurent.

A plus long terme, il y a mort par empoisonnement (ingestion d'hydrocarbures lors du nettoyage du plumage), par choc (état de stress permanent accentué lors du sauvetage des oiseaux à cause du transport, de la captivité, du bruit, des manipulations...).

IV. Ineluctabilité des "accidents".

En 1973, devant la diminution des Macareux Moines, on a réintroduit des poussins venant des Îles Féroë (Archipel danois du Nord d'Ecosse) dans l'île de Rouzic. Peut-on envisager de continuer des repeuplements au détriment d'îles mieux protégées ? Il faut comprendre que cette diminution est inévitable tant que persiste la pollution permanente et les "accidents" qui sont inévitables.

Les pétroliers sont construits de plus en plus grands; 712 pétroliers géants de plus de 200 000 t dont plusieurs de 500 000 t représentent 56 % de la flotte mondiale. Ils sont construits de plus en plus légers par économie : la coque d'acier séparant l'eau du pétrole mesure de 15 à 22 mm d'épaisseur (8). S'ils résistent bien à la houle en se déformant, ils ne résistent à aucun choc.

Sur la route des pétroliers, il y a plusieurs points difficiles dont le large de la Bretagne qui constitue un goulot d'étranglement. La France a rendu obligatoire

depuis 1977, le passage par une sorte d'autoroute maritime au large d'Ouessant : une bande de 2 miles de large sépare deux bandes de 4 miles l'un à l'Est pour la montée, l'autre à l'Ouest pour la descente. Mais sont rarement respectés et le sens et la bande intermédiaire.

Le double système pour gouverner n'a été retenu que dans son principe par les autorités internationales. Si l'unique gouvernail tombe en panne, c'est l'accident (cas de l'Amoco Cadiz).

Les remorqueurs ne sont pas assez puissants en France où l'on se désintéresse du problème.

Il n'y a pas de réglementation maritime permettant une stricte surveillance des navires, ni de radar donnant la route avec sanctions éventuelles en cas d'infraction.

Toutes ces raisons expliquent la multiplication des accidents en même temps qu'augmente le trafic pétrolier. Quelles mesures peut-on prendre en cas de marée noire?

Pour les responsables de la lutte anti-marée noire, seul compte l'impact touristique, ce qui explique l'utilisation de détergents et dispersants. Il semblerait que des chercheurs indépendants aient mis au point des techniques de récupération plus efficace du mazout en mer. Le plan Polmar n'en tient pas compte, satisfait de la pelle et du seau.

Conclusion

Il faut se donner des moyens défensifs destinés à limiter l'impact de la pollution par les hydrocarbures :

étude de barrages efficaces, cliniques destinées à recevoir les oiseaux "mazoutés", éventuellement financées par les compagnies pétrolières. C'est un palliatif, le traitement de tels oiseaux est loin d'être un succès.

Dans un deuxième temps, il faut limiter les accidents par le respect des règlements existants, l'élaboration de règlements internationaux rendant plus sûre la navigation; exiger une plus grande fiabilité des pétroliers, même si c'est au détriment de leur rentabilité.

Il est fort probable que la population de macareux et de pingouins des 7 îles ne résisterait pas à une prochaine marée noire.

CHAPITRE IV. La forêt et la faune.

La forêt est le milieu naturel de nombreuses espèces. Toute modification de celle-ci a des répercussions sur la faune. Nous allons envisager ces modifications et leurs conséquences.

I. Le morcellement des massifs

En Europe, la transformation de la forêt a été progressive et les petites espèces ont pu s'adapter. Mais pas les grands mammifères dont c'est une des principales raisons de disparition (avec la chasse). Une discontinuité dans un massif peut remettre en cause son existence même. Dans tous les cas, le territoire des grands mammifères est coupé, ce qui gêne leur déplacement et leur reproduction.

C'est toujours ce qui se passe lors de création de grands axes routiers tel l'autoroute Paris-Marseille qui a nécessité le déboisement de plusieurs milliers d'ha de futaie et de taillis.

II. L'exploitation

Une exploitation trop intensive de la forêt pour les loisirs avec multiplication des sentiers de randonnée, une exploitation forestière trop importante avec multiplication des routes (l'O.N.F. estime que pour une bonne

exploitation de la forêt, il faudrait 200 000 km de pistes et routes forestières supplémentaires) entraînant un dérangement pour les animaux. Le petit Tétrás en est victime (et aussi du braconnage) de même certains rapaces (gypaète barbu...).

Le dérangement par les touristes, les chasseurs, la modification du couvert végétal après reboisement ou coupes sont responsables de la presque totale disparition du Grand Tétrás dont le maintien en dehors des réserves est hypothétique. Il affectionnait particulièrement hêtraies sapinières, les futaies, les sous-bois riches en arbrisseaux à baies. Sa réintroduction serait possible notamment en Chartreuse, dans le Vercors, les Bauges.

Les reboisements compensent en surface les déboisements (et même sont un peu plus importants). Mais ils se font essentiellement avec des résineux pour des raisons économiques.

En général, ces plantations simplifiées ont une faune moins riche. Elle est plus sensible aux maladies, aux parasites, aux incendies.

III. Les incendies

Ils font régresser la forêt dans certaines régions. Chaque année depuis 20 ans, le feu détruit en moyenne 3 500 ha (jusqu'à 90 000 ha en 1976) de forêts et de maquis dont 26 000 ha en région méditerranéenne soit 5% de la surface de la forêt française.

En 1978, sur 46 701 ha brûlés, le quart était des formations forestières proprement dites avec 34 % de feuillus et 66 % de résineux (ce qui est la proportion inverse de la composition de l'ensemble de la forêt). Chaque ha brûlé s'accompagne de la mort de 300 oiseaux, 400 mammifères (rongeurs, insectivores...) 100 tortues, crapauds, serpents... de millions d'insectes.

Après la destruction de la forêt méditerranéenne, il se forme le plus souvent la garrigue, formation végétale buissonnante dont la faune est plus pauvre que celle de la forêt initiale, et avec des conséquences sur le sol et l'aridification du climat.

Les incendies ont toujours existé, mais ce qui est grave actuellement, c'est leur ampleur et leur extension rapide. Les causes n'en sont pas seulement le manque de canadaïres. Autrefois la population rurale exerçait une prévention contre les incendies en entretenant la forêt (débroussaillage, éventuellement par les troupeaux) en cultivant des lots de terre qui constitueraient des pares-feu, et , concernée par la forêt dont elle tirait certains revenus, elle luttait contre les incendies de façon efficace. Actuellement, les forêts sont de plus en plus inflammables (problème de reboisement), elles ne sont plus entretenues; les terres sont occupées par des résidences secondaires; les touristes, de plus en plus nombreux et qui ne se sentent pas toujours concernés par la forêt, multiplient les imprudences.

IV. Les pollutions

La forêt peut dépérir sous l'effet d'une pollution gazeuse ex : la forêt de la vallée de la Maurienne. Les usines d'aluminium rejettent 500 millions de m³ de fumées par jour (poussières inertes, CO₂, CO, poussières de chaux, anhydride sulfureux...) pour la seule cuvette de St Jean de Maurienne. 550 t de rejets fluorés en 1958, 1100 t en 1970 (chiffres donnés par l'usine)(h).

La superficie de la forêt soumise à la pollution fluorée passe de 1088 ha en 1960, à 4091 ha en 1970, 7002 ha en 1973; elle s'étale sur 45 km de vallée et remonte à 2200 m d'altitude. Une partie de la Vanoise est concernée. Les arbres meurent. On reboise entre 1969 et 1971 avec des mélèzes d'Europe les forêts de Montricher et Villargondrau. En 1973, la proportion de plants vivants est de 10 %. En 1971, l'O.N.F. se plaint de gérer une forêt qui dépérit et dont les produits se vendent mal.

Ce qui se passe en Maurienne se retrouve dans une vallée des Alpes du Sud (l'Argentière, La Bessée), près du Parc des Ecrins, au plateau de Lannemezan, dans des vallées des Pyrénées (Mercus-Auzat).

Signalons que depuis 1960 des procédés antipollution mis au point par les laboratoires de P.U.K. sont vendus et installés par P.U.K. à l'étranger dans les pays où la lutte contre la pollution est plus sévère.

Conclusion :

La forêt française est en danger parce que tous les rôles qu'elle remplit (sur le climat, la formation et la conservation des sols, sur les cycles de l'eau, sur l'air, sur l'absorption des bruits, comme milieu de la faune, comme élément de loisir...), on n'a retenu que le rôle économique.

Là encore il faut envisager les conséquences à long terme, ce qui devrait aboutir à une autre exploitation de l'ensemble de la forêt française.

La France consomme par an 40 millions de m³ de bois. Elle n'en produit que 28 millions. L'objectif est de produire 40 millions de m³ en 1984. Fixer à l'avance et arbitrairement une telle production, c'est ne pas considérer d'autres facteurs que l'économie, entamer le capital forestier, rompre les équilibres biologiques.

CHAPITRE V. Travaux d'aménagement et faune.

Nous allons envisager les travaux d'aménagement qui ont peu à peu supprimé les derniers coins de tranquillité et de refuge de la faune.

I. L'urbanisation

L'urbanisation anarchique dans les campagnes, dans des lieux autrefois inoccupés mais rendus maintenant accessibles par la création de routes qui permettent aussi l'apport d'un minimum de confort (eau, électricité...) est en progression. En 1968, sur les 1 232 207 maisons secondaires, 60 % étaient construites en milieu rural. La progression de construction était de 2 % par an. Le nombre de ces maisons augmente justement dans ces lieux recherchés pour leur calme par des citadins en mal de nature. Cette menace est grave pour les forêts périurbaines auxquelles s'intéressent de plus en plus les promoteurs.

On utilise pour l'urbanisation et de façon irrémédiable des terres à usage agricole - on déboise ensuite pour créer de nouvelles terres agricoles - 1,8 % de telles terres sont sacrifiées chaque année en France (rapport sur l'état de l'environnement dans les pays de l'O.C.D.E. 1979).

II. Les routes

Urbanisation croissante, multiplication des transports et des routes sont inévitables dans notre civilisation. Les 46 000 km d'autoroutes (1978) françaises créent une barrière infranchissable pour le gros gibier, entrave pour sa reproduction, ses déplacements. En outre, les autoroutes engendrent de fortes pollutions qui perturbent le milieu :

- destruction de terres agricoles

- pollution des eaux (par exemple par le sel répandu en hiver à la dose de 40 t/km/an), malgré les bassins de décantation qui existent parfois.

- pollution de l'air : CO, 300 kg/an de plomb et par km d'une autoroute parcourue par 25 000 voitures/jour

- bruit.

On estime que la France peut supporter 10 000 km d'autoroutes.

III. Divers grands travaux.

La faune dont l'habitat se rétrécit un peu plus chaque jour est sans cesse dérangée par le trafic, les travaux de construction.

Tous les grands travaux d'aménagement du territoire industriels ou touristiques y contribuent. La création de grandes stations de ski s'accompagne d'échancrure dans les forêts pour créer des pistes, poser les remontées mécaniques. Le développement du tourisme gêne les animaux : des aires d'aigles royaux et de faucons pèlerins ont été désertées dans les Alpes car trop proches de montées d'alpinisme.

Les remontées mécaniques, les câbles électriques sont des pièges pour les oiseaux, notamment le Grand Duc dont les effectifs étaient d' déjà diminués par la destruction dont il était victime et le dérangement dû au tourisme. Or, le programme énergétique actuel s'accompagne d'une multiplication des câbles aériens et notamment des lignes haute tension : 20 000 km de LHT nouvelles, 40 000 pylônes de 40 à 50 mètres de hauteur sont prévus pour l'an 2000. Ceci s'accompagnera de l'usage de défoliants le long des lignes. On utilisera et on utilise déjà, des produits reconnus dangereux (Phytosyl, Weedone 360 etc...) dont les effets encore mal connus sur le gibier pourraient se traduire par des malformations chez l'embryon, de la stérilité (premières études du laboratoire de B.A. de Clermont-Ferrand).

Conclusion

Les grands travaux d'aménagement sont sans doute ce qui perturbe le plus irrémédiablement. Il n'y a guère de mesures envisageables tendant à réduire leurs effets néfastes. On pourrait cependant prévoir une étude d'impact avant chaque réalisation, au niveau de la région concernée et modifier en fonction des résultats, le projet initial dans le sens le moins nocif au milieu et à la faune.

DEUXIEME PARTIE

Les mesures prises pour la protection de la faune.

Les différents facteurs étudiés dans la première partie sont nocifs à la faune. Pour sauver de la disparition certaines espèces, des mesures ont été prises. Dans cette deuxième partie, nous allons envisager les mesures législatives prises en vue de protéger la faune et son milieu; puis leur application concrète.

I. Législation

A. Ce que signifie le terme "protection".

L'arrêté du 5 avril 1962 (3) (modifié et complété par les arrêtés du 24.01.72 (3d), 21.08.72 (3e) et 28.06.74 (3f)) interdisait la chasse sur tout le territoire français d'un certain nombre d'espèces dites protégées. Ce terme de protection a été repris dans la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature (1) (n° 76 629-J.O. du 13.07.76) et signifie que : "sont interdits la destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la naturalisation" des animaux ainsi protégés, ou "qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat".

La liste limitative des espèces animales non domestiques ainsi protégées est fixé par décret (7c). Un décret fixe également : "la durée des interdictions permanentes ou temporaires prises en vue de permettre

la reconstitution des populations naturelles en cause ou de leurs habitats, ainsi que la protection des espèces animales pendant les périodes ou les circonstances où elles sont particulièrement vulnérables".

Il faut remarquer qu'on ne parle pas de la détention de ces espèces qui n'est pas condamnée (d'où les abus pour les animaux empaillés).

B. Les espèces protégées

sont aussi protégées sur l'ensemble du territoire français (arrêté du 24 avril 1979 - J.O. du 12 mai 1979)

(7c)

1. Oiseaux :

- toutes les espèces de plongeurs
- toutes les espèces de grèbes
- toutes les espèces de puffins
le Fulmar
- toutes les espèces de pétrels
le Fou de Bassan
- toutes les espèces de cormorans
- toutes les espèces de hérons, butors, aigrettes,
blongios
- la cigogne blanche, la cigogne noire
- Ibis falcinelle
Spatule blanche
- flamant rose
- Cygnes, oies des neiges, Bernaches, Tadornes
Fuligule nyroca, Harles, Erismature à tête blanche

- toutes les espèces de rapaces diurnes et nocturnes
- grue cendrée
- marouettes, Râle des genêts
- toutes les espèces d'Outarde
- Chevalier guignette
 - tous les bécasseaux (sauf le bécasseau maubèche)
- Echasse blanche, Avocette
- Oldicnème criard
- toutes les espèces de glaréoles, courvite
- " " " " labbes
- " " " " goélands à l'exception du
 - goéland argenté
 - toutes les espèces de mouettes à l'exception de
 - la mouette rieuse
- toutes les espèces de sternes et guifettes
- Petit pingouin, toutes les espèces de guillemots
- Mergule nain, Macareux Moine
- Ganga cata
- toutes les espèces de coucous
- " " " d'engoulevents
- " " " de martinets
- Martin pêcheur
- Guêpier d'Europe
- Rollier d'Europe
- Huppe fascier
- toutes les espèces de pies
 - toncol fourmilier
- Alouette calandrelle, alouette calandre, alouette
 - lulu, alouette chausse-col, cochevis huppé

- toutes les espèces d'hirondelles
- " " " de pipits
- " " " de bergeronnettes
- " " " de pies grièches
- jaseur boréal
- cingle plongeur
- Troglodyte mignon
- toutes les espèces d'accenteurs
- " " " des traquets, merle de roche,
merle bleu, rouges queues, rouge-gorge, rossignol,
gorgebleue, merle à plastron.
- toutes les espèces de fauvettes, de pouillots,
d'hippolaïs, de rousserolles et phragmites, de
locustelles, Cisticole des joncs
- Roitelets
- Gobemouches
- Mésange à moustache
- toutes les espèces de mésanges
- " " " " sitelles, Tichodrome
- " " " " grimpeaux
- " " " " becs croisés, gros bec,
verdier, Tarin
- toutes les espèces de pinsons, chardonneret
- " " " " linottes et de sizerins
serin cini, Venturon montagnard, bouvreuil
- Bruant proyer, bruant jaune, bruant fou, bruant
zizi
- moineau friquet, moineau souldie, niverolle
- loriot jaune
- casse-noix, grave à bec rouge, chocard à bec
jaune, grand corbeau

D'autre part, une protection plus restrictive s'applique à certains oiseaux : "sont interdits la mutilation, la naturalisation, ou qu'ils soient vivants ou morts, le transport, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente ou l'achat" des oiseaux suivants : goéland argenté, mouette rieuse.

De part le même décret du 25 novembre 1977 (7b) sont interdits : "le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, qu'ils soient vivants ou morts, des oiseaux des espèces suivantes ":

- oie des moissons, oie à bec court, oie rieuse
oie naine, oie cendrée, canard siffleur, sarcelle d'hiver, sarcelle d'été, fuligule milouin ,
fuligule milouinan, fuligule morillon, nette rousse
- râle d'eau
- bécasse des bois, bécasseau maubèche, chevalier arlequin, chevalier gambette, toutes les espèces de bécassines, de courlis, de barges, Tournepierrre à collier
- toutes les espèces de pluviers et gravelots, Vanneau huppé
- Tourterelle des bois
- Bruant ortolan

2. Mammifères

Toutes les espèces de chauve-souris

Desman des Pyrénées

Hérisson d'Europe et d'Algérie

Musaraigne aquatique

Ecureuil

Castor

Genette

Vison

Ours

Chat sauvage, Lynx d'Europe

Bouquetin

C. Les lois sur la protection de la faune

a. A l'échelon national

La loi du 10.07.76 (7) est particulièrement importante pour tout le territoire français. Elle précise dans le premier article qu'il est d'intérêt général que la collectivité et chacun veillent à la préservation de la faune et de son habitat, ainsi qu'aux équilibres biologiques auxquels elle participe, que tous les grands travaux pouvant avoir une incidence sur le milieu naturel doit être précédé d'une étude d'impact.

Remarque : Les décrets d'application de la loi en atténuent considérablement la portée.

L'arrêté du 2 juillet 1972 (4) (J.O. 11.07.72) : il concerne plus particulièrement les rapaces.

Il indique qu'il est interdit, pour prévenir la destruction des rapaces et favoriser le repeuplement, de transporter, de colporter, de mettre en vente, de vendre ou d'acheter les sujets vivants ou morts de toutes les espèces de rapaces diurnes ou nocturnes ainsi que leurs œufs.

Par dérogation, des autorisations nécessaires à la capture, au désairage et au transport des rapaces vivants peuvent être accordées à :

- des membres de groupement sans but lucratif spécialisés en ornithologie ou dans la chasse au vol et agréés par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Dérogation pour le moins curieuse.

- des services de l'état, des établissements publics ou reconnus d'utilité publique et autres organismes chargés d'une mission scientifique ou éducative.

Les autorisations de capture et de désairage sont délivrées par le préfet dont relève le lieu de capture ou de désairage; les autorisations de transport sont délivrées par le préfet du département d'où relève le domicile du détenteur ou le siège social de l'organisme intéressé, sous réserve de l'origine licite des sujets en cause.

b. A l'échelon départemental

L'arrêté réglementaire permanent de la police de la chasse (6) reprend la liste des espèces protégées et peut la compléter. Mais souvent il n'est pas à jour; il faut savoir que les conseillers biologiques, les associations de protection de la nature peuvent proposer des modifications au préfet ou/et au directeur départemental de l'Agriculture (service de chasse).

Les arrêtés d'ouverture de la chasse pris annuellement par le préfet protègent un certain nombre d'espèces ou en limitent la chasse; ils peuvent préciser la position cynégétique d'un certain nombre d'espèces considérées comme gibier.

Les arrêtés réglementaires permanents de chaque département indiquent les principales espèces de gibier d'eau et de gibier dit de passage, qu'on peut chasser en dehors de la période d'ouverture, sous certaines conditions. Ces arrêtés précisent qu'on ne peut "importer, transporter même en transit, colporter, mettre en vente, vendre ou acheter toute espèce de gibier mort ou vivant pendant le temps où la chasse n'est pas ouverte, sauf pour certain gibier de provenance étrangère.

II. Les réalisations concrètes

A. Les parcs nationaux

1. Loi relative à la création des parcs nationaux n°60-708 du 22 juillet 1960 (1).

L'article premier définit les conditions de création d'un parc. "Le territoire de tout ou partie d'une ou plusieurs communes peut être classé par décret en conseil d'état en "parc national" lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, du sous-sol, de l'atmosphère, des eaux, et en général, d'un milieu naturel présente un intérêt spécial et qu'il importe de préserver ce milieu contre tout effet de dégradation naturelle et de le soustraire à toute intervention naturelle susceptible d'en altérer l'aspect, la composition et l'évolution. Le territoire délimité par décret peut s'étendre au domaine privé maritime".

Les articles suivants précisent que la création d'un parc national se fait après enquête publique auprès des populations concernées; qu'il y a une réglementation pour toutes les activités du parc (industrielles, commerciales, publicitaires, touristiques, sportives, pastorales, forestières, agricoles) pouvant nuire à la faune, à la flore, ou de façon générale, au caractère du parc; qu'il peut y avoir création de "réserve intégrale" à l'intérieur du parc, où une réglementation plus stricte permet une protection plus grande, dans un but scientifique; qu'il peut y avoir création d'une "zone périphérique" au parc, jouant un rôle ambigu de tampon entre l'extérieur et le parc.

Remarque : la loi ne fait pas formellement une obligation totale du respect du site. Le conseil d'administration, où généralement peu de scientifiques sont représentés, est maître de tout aménagement.

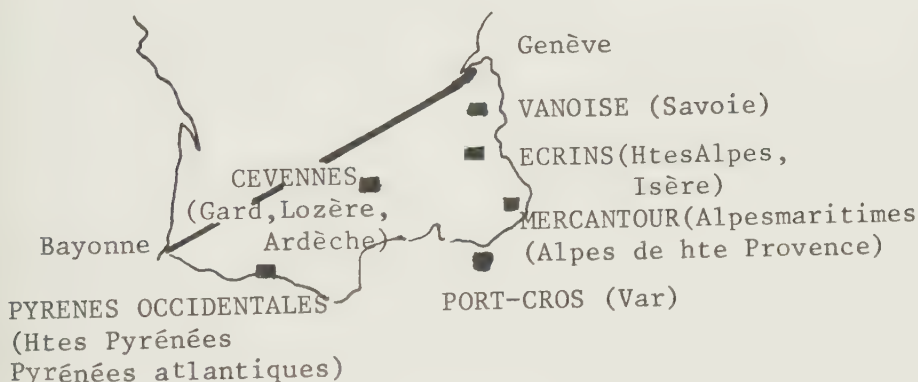
Remarque : les surfaces érigées en parc national ne sont pas toujours les meilleures du point de vue écologique pour des raisons économiques ou financières (indemnisations).

2. Les parcs

Il y a 6 parcs nationaux en France métropolitaine. Il existe 3 projets de parcs : un pour les Iles d'Hyères, un en Ariège (Pyrénées), un pour l'Archipel des Iles Chaussey (Manche).

La superficie totale des 6 parcs est de 345 750 ha soit 0,6 % du territoire.

a/ localisation



b/ Caractéristiques

Parc et date de création	Superficie (ha)	Périphérie	Faune (principales espèces)
Vanoise	52 839	143 637	Bouquetin, chamois
(6.7.63)	!		! Martre, Hermine,
135 rue Dr Jullian			! marmotte
BP 105	!		! lièvre variable,
73000 Chambéry	!		! aigle royal, grand
	!		! duc, Lagopède,
	!		! casse noix, tetra
			! lyre.

Port-Cros (14.12.63) 50 av ^e Gambetta 83400 Hyères	! 694 et ! 1800 en ! zone maritime !	0	! Marine et aviaire dont ! Cormorans huppés, ! Puffins cendrés !
Pyrénées Occidentales (23.3.67) route de Pau BP 300 65000 Tarbes	! 45 707 ! ! ! ! !	206 352	Ours, chat sauvage, ! Genette, desman, vautours: ! fauve, moine, percuoptète ! d'Egypte, gypaète barbu. ! !
Cévennes (2.9.70) Chateau de Florac BP 4 48400 Florac	! 84 410 ! ! ! !	228 210	! Pauvre et peu spécifique ! curieusement la chasse ! est permise (règlementée) ! !
Ecrins (27.3.73) 7 rue colonel Roux BP 142 05004 Gap	! 91 800 ! ! ! !	177 400	! Chamois, marmotte, ! Hermine, lièvre variable, ! aigle royal, lagopède ! !
Mercantour (18.8.79) 17 av ^e A. Mari 06300 Nice (adresse provisoire)	! 68 500 ! ! ! !	146 200	! Chamois, bouquetins ! mouflons, lièvres, ! marmotte, hermine, téttras ! lyre, perdrix bartavelle ! grands corbeaux, aigles ! royaux, grad duc, buse, ! épervier, chouette de Teng malm

B. Les réserves

Depuis 1977, elles sont créées en application de la loi de 10.7.76 (7). Il existe 41 réserves officielles en France, couvrant 48 000 ha soit seulement 0,09 % du territoire.

Réserves à intérêt touristique :



- | | |
|--|-------------------|
| 1. Tignes. Champagny 999 ha Savoie | ' mitoyennes de |
| 2. Val d'Isère Bonneval sur Arc 1491 ha Savoie | ' la Vanoise |
| 3. Grande Sassièrre 2239 ha Savoie | ' même faune |
| 4. Néouvielle Htes Pyrénées 2313 ha | ' |
| | mitoyenne du |
| | Parc des Pyrénées |
| | Isards essentiel- |
| | lement |

- | | |
|--|-------------------------|
| 5. Haute vallée de la Severaine ; | |
| Hautes Alpes 155 ha ; | |
| 6. Haute vallée de St Pierre ; | |
| Hautes Alpes 20 ha ; | |
| 7. Haute vallée du Vénéon ; | mitoyennes du Parc |
| Isère 90 ha ; | des Ecrins |
| 8. Haute vallée du Béranger ; | même faune |
| Isère 85 ha ; | |
| versant Nord des Pics du ; | |
| Combeynot ; | |
| Htes Alpes- 285 ha ; | |
| 9. Banc d'Arguin Gironde | avifaune migratrice : |
| | stern, caugets, huître- |
| | pic. |
| 10. Cerbère - Banyuls | |
| Pyrénées Orientales 550 ha | Faune sous marine |
| 11. Etang-noir Landes 52 ha | batraciens surtout |
| 12. Aiguillles rouges | Faune de montagne |
| Hte Savoie 3279 ha | vautours |
| 13. Aires de nidification de vautours fauves | |
| en Vallée d'Ossau Pyrénées- | |
| Atlantiques 82,5 ha | |
| 14. Marais du bout du lac d'Annect | |
| Hte Savoie 84,5 ha | |
| 15. Camargue Bouches-du-Rhône | Avifaune |
| 13117,5 ha | |
| 16. Les Sagnes de la Gadivelle | |
| Puy de Dôme 24 ha | |

17. Scandola Hte Corse 919 ha + 750 en	'faune sous-
zone maritime :	'marine + balbuzard
	'pêcheur
18. Ile de St Pryve - St Mesmin	'oiseaux
Loiret 6,5 ha	'
	'
19. Etang l'Estagnol	,escale et nidi-
Hérault 78,5 ha	,fication d'oiseaux
	,migrateurs
20. Etang de Cousseau	'lieux de repos et
Gironde 600 ha	'nidification d'
	'oiseaux migrants
21. Sept Iles Côtes du Nord 40 ha	'Oiseaux(Macareux)
	'
22. St Denis du Payré Vendée 206 ha	,intérêt ornitho-
	,logique
23. Rocher de la Jacquette	'intérêt ornitholo-
Puy de Dôme 18 ha	'gique (grand duc)
24. Sixt Passy Hte Savoie 9200 ha	'faune de montagne
	'
25. Vallée de la Grande Pierre et	,oiseaux
de Vitain Loire et Cher 296 ha	'
	'
26. Bois du Parc à Mailly le chateau	,intérêt faune-flore
Yonne 45 ha	'
27. Contamines-Montjoie	' " " "
Hte Savoie 5 500 ha	'
	'
28. Gorges de l'Ardèche	' " " "
Ardèche-Gard 1574 ha	'
	'

C. Les parc naturels régionaux

Les possibilités de création de parcs nationaux qui nécessitent de vastes zones inoccupées sont restreintes. Par contre, les parcs régionaux définis par décret du 1er mars 1967 (8) remplacé par celui du 24 octobre 1975 (a) offrent davantage de possibilités. Ils sont créés à l'initiative des collectivités locales et de la région qui en élaborent la charte. Ils sont destinés à concilier protection (faune - environnement) et équipement. Souvent situés sur des communes rurales pauvres, ils sont essentiellement pour but, en pratique, de revitaliser économiquement et socialement une région trop peu active.

Souvent sont inclus dans ces parcs de vastes forêts (forêt de Brotonne, forêt d'Orient, St Amand Raisnes, Landes de Gascogne) ou des marais et marécages (Brière, marais poitevin, Camargue...) Cela représente un intérêt pour la faune. Les mesures de protection à son égard consiste essentiellement dans l'aménagement ou la création de petites réserves naturelles : réserve ornithologique (Landes), réserve marine (Corse), parc animalier (Morvan).

Il existe 21 parcs régionaux, 2 à l'étude. Ils couvrent 4,5 % de la surface du territoire (2,5 millions d'ha) et englobent 850 000 habitants.



1. St Amand Raines - Nord
41 grand place 59230 St Amand les Eaux
2. Armorique. Bretagne
Monez-Meur-Hauvec- 29247 Doualas
3. Camargue Provence-Côte d'Azur
Le Mas du Pont de Rousty 13200 Arles
4. Brière Pays de Loire
180 ile de Februn 44720 St Joachim
5. Forêt d'Orient Champagne-Ardenne
Maison du Parc 10220 Piney
6. Landes de Gascogne-Aquitaine
Préfecture des Landes 40011 Mont de Marsan
7. Morvan - Bourgogne
Maison du Parc St Brisson 58230 Montsauche
8. Vercors - Rhône-Alpes
Maison du Parc Chemin des fusillés 38250 Lans en Vercors
9. Corse
Pâlais Lantivy 20185 Ajaccio

10. Haut-Languedoc Languedoc-Roussillon
BP n°9 34220 St Pons
11. Lorraine
Centre culturel des Prémontés
54700 Pont à Mousson
12. Brotonne Hte Normandie
2 Rond point Marbec 76580 Le Trait
13. Pilat Rhône-Alpes
Moulin de Virieu 2 rue Benay 42410 Pelussin
14. Normandie - Maine Basse Normandie, Pays de Loire
Le chateau Carrouges 61320
15. Vosges du Nord Alsace-Lorraine
La petite Pierre 67290 Wingen/Moder
16. Montagne de Reims Champagne-Ardennes
86 rue Belin 51100 Reims
17. Queyras Provence Côte d'Azur
avenue de la gare 95600 Guillestre
18. Lubéron Provence Côte d'Azur
avenue des druides 84400 Apt
19. Volcans d'Auvergne Auvergne
Château de Montlosier Randaune 63210 Rochefort Montagne
20. Marais poitevin. Poitou-Charente-Pays de Loire
4 rue Pasteur 79000 Niort

sont en cours de création

21. Baie de Somme Picardie
22. Vallée de Chevreuse Ile de France

Il existe un parc en Martinique

Boulevard de Verdun 97200 Fort de
France

TROISIEME PARTIE

Si dans un premier temps, la faune était menacée de disparition à cause de la chasse, elle l'est davantage maintenant parce qu'on perturbe gravement son milieu de vie.

La disparition de la faune semble être ce qu'on appelle la rançon du progrès. Doit-on choisir entre la protection de la faune et les avantages acquis par ce progrès?

A notre avis la question ne se pose pas ainsi. L'homme a malheureusement une grande faculté d'adaptation qui lui permet de vivre dans des milieux inadéquats à sa santé et à son épanouissement. Nous pensons que la faune est le garant d'un milieu de vie plus équilibrant pour l'homme. Il ne s'agit pas de faire de la protection de la faune une fin en soi à l'aide d'une augmentation purement intellectuelle ou sentimentale (qui a aussi sa valeur). Mais cette protection doit découler du maintien d'un milieu propice à la faune comme à l'homme.

Dans cette optique, les parcs régionaux apparaissent comme une bonne formule. Bien sûr, jusqu'à présent, ils ne sont créés que dans des régions peu industrialisées (refusant les industries "polluantes") à vocation essentiellement touristique, agricole, artisanale. Il faut développer le système des parcs régionaux pour que chaque région (pas obligatoirement administrative mais entité historicogéographique par exemple), puisse, avec l'accord

et la participation de ses habitants, choisir ses orientations économiques et culturelles. Les études d'impact qui se réalisent qu'à petite échelle, se feraient systématiquement au niveau de toute la région concernée par tout travail (industriel, agricole...) pouvant perturber le milieu, pour mettre en balance les avantages et les conséquences néfastes. Le problème des choix se trouverait nettement posé.

On peut, bien sûr, pour pallier le danger le plus immédiat, envisager des mesures destinées à minimiser les préjudices causés à la faune par les différents facteurs du progrès. Ce sont par exemple les mesures abordées dans les chapitres précédents (agriculture, pollution par les hydrocarbures, travaux d'aménagement du territoire). Cela passe aussi par le respect des lois existantes, la poursuite réelle des contrevenants.

Mais à notre avis, ces mesures sont non seulement insuffisantes mais aussi non satisfaisantes. On ne doit pas protéger la faune en dépit des travaux effectués par l'homme mais trouver un mode de développement non systématiquement "productiviste" de la société qui inclura la protection de la nature parce qu'il réduira au maximum les travaux perturbant gravement le milieu.

Le problème est donc de savoir si, en gardant nos choix de société, il peut y avoir une protection de la faune. C'est ce qu'on essaie de faire actuellement. Cet essai ne porte que sur des îlots dont l'homme doit être exclu si on veut la rendre efficace. Et même ainsi, cette protection présente des lacunes. C'est ce que nous allons tenter de démontrer dans la troisième partie.

I. Les parcs et réserves sont des enclaves protégées dans un environnement qui ne l'est pas. Plusieurs problèmes se posent, qui ne peuvent être résolus sans l'intervention de l'homme.

1. Quel équilibre y-a-t-il dans une réserve?

- la plupart du temps, il n'y a pas de prédateur dans la faune protégée.
- autour de la réserve, il y a une forte pression cynégétique.

ex : on estime que le prélèvement effectué par les chasseurs autour des réserves est de 70 à 90 %. Autour de la Camargue, il y a souvent un cordon de chasseurs tirant sur ce qui rentre et sur ce qui sort.

Conséquences : la réserve des Bauges (réserve cynégétique).

La population de chamois croît de façon importante puisqu'il n'y a pas de prédateurs. Lorsque la densité devient trop forte (fait accentué par la pression touristique dans la réserve), les animaux tendent à sortir de la réserve en commençant par les plus jeunes. Il sont pour la plupart tués. Il reste alors dans la réserve une population déséquilibrée formée :

- . d'un nombre trop réduit de jeunes, robustes et de mâles
- . d'un nombre trop important de femelles à âge moyen élevé :

Le rapport $\frac{M}{F} = \frac{1}{1,9}$ alors qu'il devrait être de $\frac{1}{1}$

Cela crée des conditions favorables au développement de maladies contagieuses comme la kératoconjonctivite qui a sévit dans la réserve en 1977.

Les solutions :

L O.N.C. propose :

- d'effectuer des tirs sélectifs dans la réserve
- de faire des plans de chasse autour (sous réserve qu'ils soient respectés. Souvent, les chasseurs ne les acceptent que lorsqu'il n'y a plus d'animaux ou presque dans une région. C'est alors leur seul espoir de voir une population se reconstituer.

Autres solutions :

L'introduction de prédateurs naturels (le lynx boréal auquel ce milieu convient) dans la réserve. Un prédateur naturel effectue la meilleure sélection en choisissant l'animal plus vieux, moins robuste ou malade. Il n'est pas en compétition avec le chasseur puisqu'il n'y a pas de gibier en bonne santé sans prédateurs.

2. Les espèces sont-elles autonomes ?

La réintroduction ou le maintien de certains prédateurs posent des problèmes.

a. Cas de l'ours des Pyrénées :

La majorité des ours vivant en zone périphérique (ce qui pose le problème du choix des limites d'un parc), il a fallu faire coexister l'ours et l'élevage transhumant sur un territoire assez réduit où travaille une population humaine (c'est aussi un problème de surface : aux USA, les territoires protégés sont plus vastes et le gibier plus abondant, la protection de l'ours n'offre pas ces difficultés). Il faut aussi tenir compte d'un aspect psychologique : la peur de l'ours.

Des mesures de protection, avant ou à la création du Parc des Pyrénées ont été prises :

Répressive :

- interdiction de la chasse à l'ours, espèce protégée
- réglementation de la vente et de l'utilisation des poisons.

Réparatrice :

indemnisation des dégâts dûs à l'ours sur le bétail après constat, par le Conseil supérieur de la chasse pour la Haute Garonne et l'Ariège, par le parc pour la zone centrale et périphérique.

En 1978, 87 000 F ont été payés pour 100 ovins, 8 caprins, 3 bovins et 10 ruches. Le bétail est payé à son meilleur prix avec une indemnisation de 10 %. Mais on ne tient pas compte des difficultés de renouvellement du bétail, du temps perdu pour la recherche des animaux tués ou disparus (on ne rembourse pas les bêtes non retrouvées, ou accidentées sans preuve).

Préventives :

augmentation de la crainte de l'ours vis-à-vis des hommes par des battues bruyantes vers les habitations

Pose de clôture autour des troupeaux (inefficace)

Appoint de nourriture fourni à l'ours : creusement de mares à grenouilles, acclimatation de ruchers sauvages, plantations de marronniers, pommiers plantés à 2200 m et fournissent des fruits à l'automne, introduction avec succès de marmottes.

Cette dernière mesure vise à rétablir un équilibre entre ours et sa nourriture. Cependant, tant que la pression touristique existera, il est probable que la population d'ours continuera à diminuer.

b. Les vautours des Pyrénées.

Les quatre espèces de vautours dans les Pyrénées ne semblent pouvoir se maintenir (et peut-être croître) que grâce à l'apport de nourriture qu'on leur donne et qui les aide à passer l'hiver et à nourrir les jeunes.

Cette aire de nourrissage fonctionne depuis fin 1969, au plateau de Benou (900 m) dans la réserve de Néouvielle. Elle consiste en un enclos de 40 ares, fermé par un grillage. Elle fonctionne de novembre à mai avec maintenant semble-t-il le plein accord des populations avoisinantes.

Conclusion : la protection des espèces paraît être artificielle. Les parcs se définissent comme des musées vivants.

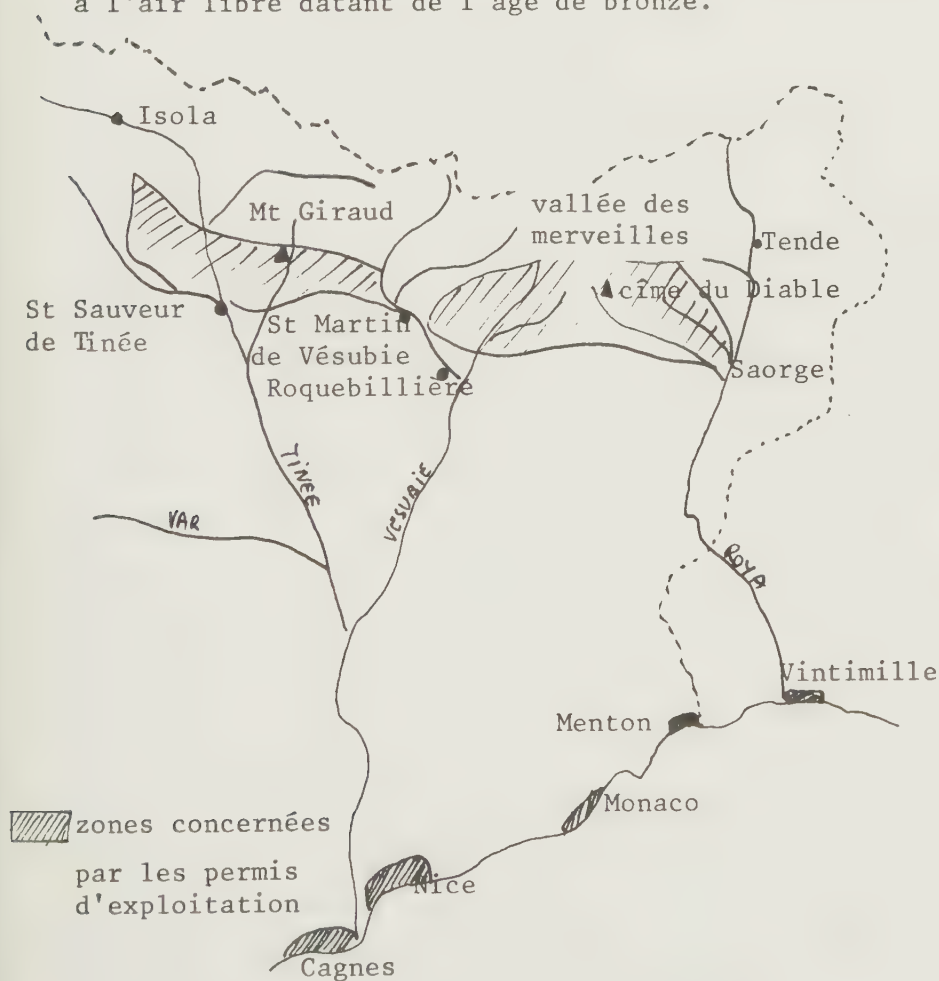
Or, ces sanctuaires ne sont pas inviolables.

II. Parcs et intérêts économiques :

A. Le Mercantour :

En août 1978, alors que le projet de parc est connu, la COGEMA dépose, pour une durée de 3 ans, deux demandes de "permis exclusifs de recherche de mines d'Uranium, autres métaux radio-actifs et substances connexes" permis dits :

- de la cîme du Diable environ 110 km² de superficie
 - du Mont Giraud, environ 70,5 km² de superficie
 situés dans le parc, ces deux sites englobent notamment
 la vallée des Merveilles connue comme site archéologique
 où ont été recensées au moins 4000 dessins primitifs
 à l'air libre datant de l'âge de bronze.



Conséquences pour le parc :

sans entrer dans les détails, on peut rappeler que l'extraction d'uranium s'accompagne :

d'une pollution radioactive essentiellement due au radon gazeux et aux poussières radioactives libérées lors de l'extraction et du traitement du minerai.

d'une pollution chimique due à l'acide sulfurique utilisé pour le traitement du minerai.

Ces deux types de pollution entraînent une contamination de l'air et de l'eau.

d'une dégradation des sites : gigantisme des travaux (routes nouvelles, mines à ciel ouvert ou galeries souterraines). Du fait de la faible teneur en Uranium (moins de 1°/°° alors que la moyenne ordinaire d'exploitation était de 1 à 5 %), il faudra déplacer beaucoup de roches (environ 9 millions de m³) pour extraire les 5000 tonnes de produit brut du site. Les terrains exploités sont ensuite inutilisables pendant 5 à 10 ans à cause des stériles laissés sur place mais encore très radioactifs. perturbation du calme du site.

Il faut préciser que l'article 35 du décret de création du parc prévoit que son directeur peut autoriser l'ouverture de mines et de carrières; qu'après la demande de permis de recherche, la société doit déposer une demande de permis d'exploitation. Mais si celle-ci est refusée, l'administration doit rembourser les frais de recherche. L'étude d'impact devenue obligatoire ne se fait qu'après octroi du permis d'exploitation.

La zone concernée par les recherches est source d'eau potable et d'arrosage pour la vallée de la Roya, une partie de la côte et de la riviéra italienne. Elle est terre agricole, d'élevage et de passage de 2500 bêtes transhumant. Elle est incluse dans le parc qui est censée protéger une faune parfois rare, une grande variété de flore provençale, les gravures rupestres.

Il faut ajouter que le parc connaîtra d'autres problèmes. Si dans le projet de règlementation soumis à enquête publique, il était précisé que les manœuvres militaires seraient interdites, un des décrets concernant le parc du Mercantour y autorise "les manœuvres militaires quels qu'en soient les effectifs".

La création du parc avait posé un problème !*
 Une majorité des 22 communes concernées s'y étaient opposées, se considérant pratiquement exclus de la gestion du parc (sur les 38 membres du conseil d'administration, il y a 18 représentants des communes du parc). Elles se trouvent spoliées de certains de leurs revenus, les communes propriétaires des sols ne pouvant plus agir à l'intérieur du parc sans l'accord du directeur nommé par le pouvoir central. Or, depuis la guerre, les principaux revenus de ces communes proviennent de la culture du sol, de l'élevage, de la location des pâtures lors de la transhumance, de l'exploitation forestière.

* voir Le Monde juin 79 - Environnement : "les élus hostiles au Parc du Mercantour organisent une campagne de protestation".

B. Le Parc des Ecrins

En étudiant le parc des Ecrins, on peut douter de la vraie raison de création des parcs.

1. Le tracé du parc

Le contour de la zone centrale est très découpé, ce qui n'est certes pas une nécessité écologique, la faune s'accommodant mal d'une fragmentation de son territoire. Mais on constate que si on exclut de la zone centrale du parc :

- les sites aménagés ou aménageables pour le ski de piste (Puy St Vincent, Orcières Merlette, le glacier du Vallon et surtout le glacier de Calotte qui peut permettre l'extension de la station des Deux Alpes).
- les sites utilisables par E.D.F. ex : le secteur du plan du Lac où l'on peut édifier un barrage réservoir.
- les territoires de chasse les plus giboyeux tels le versant nord du Rochail
- les sites possibles d'aménagement urbain (résidences secondaires) ex : Valnestre.

On obtient le tracé du parc :

il reste une zone centrale qui fait du parc le plus grand massif sauvage protégé. Sauvage, oui, car impropre à tout aménagement en station de ski ou construction. On ne pouvait guère en tirer un autre profit que de le vendre au tourisme en créant un parc.

2. La zone périphérique

Les régions montagneuses, zone périphérique du parc, sont alors aménagées par de grands groupes financiers. On utilise le label publicitaire "parc national" (ce qui est d'ailleurs interdit par le règlement des parcs sauf dérogation accordée par le directeur), ce qui attire les promoteurs et relance l'initiative privée. Sous prétexte de freiner l'exode rural, on crée ainsi des stations-villes. A côté les villages meurent (par fermeture des écoles, des services publics, par augmentation du prix des terrains agricoles rachetés par les promoteurs etc...)

En 1971, la revue forestière française estimait à 1/2 million le nombre de touristes par an en Vanoise. En 1977, la FRAPNA estime que ce nombre a doublé. Les touristes étant regroupés sur les mois d'été, leur densité devient telle qu'elle pose des problèmes aux parcs(dérangement des animaux qui se regroupent dans les secteurs hors tourisme ce qui augmente anormalement leur densité locale par ex.)

Remarque : tous les parcs connaissent ce problème. Le petit parc de Port Cros connaît en été des densités humaines de 200 personnes à l'hectare. Les gestionnaires des parcs américains estiment qu'il ne faudrait pas dépasser une densité de 2 personnes par hectare et par jour.

En 1978, les parcs français ont eu 2,5 millions de visiteurs.

On multiplie alors les interdictions pour le promeneur; alors que l'année continue ses grandes campagnes annuelles dans le parc des Ecrins- alors qu'un projet de chasse sélective est à l'étude bien que le besoin d'éliminer certains animaux ne se fasse pas sentir encore.

C. Le parc régional du Morvan

Le trajet du train grande vitesse stérilisera 2300 ha dont une bonne partie en zone forestière. Le Nord de la forêt d'Othe sera coupé en son milieu, malgré les protestations de la DDA d'Auxerre. Le maintien de la faune animale sera impossible (gros gibier) car l'écosystème sera insuffisant en surface.

Des grillages empêcheront la faune de traverser les rails. Mais elle n'empruntera vraisemblablement pas les passages sous-terrains longs de 50 m et larges de 2,50 m creusés à cette intention.

Or, ce projet, soumis ni à discussion publique, ni au vote des élus locaux, a échappé à l'étude d'impact prévu par la loi de juillet 1976.

C O N C L U S I O N S

Nous avons cherché à faire l'inventaire et l'analyse des facteurs nocifs à la faune sauvage. Nous avons constaté l'importance de la chasse, dans un premier temps, dans la diminution ou la disparition d'espèces. Mais depuis une vingtaine d'années, un certain nombre d'autres facteurs achèvent et peut-être de façon irrémédiable, de détruire la faune. Ce sont tous ceux qui polluent ou qui modifient profondément le milieu de vie de la faune (exploitation agricole, forestière, travaux d'aménagement du territoire notamment). Or ces mêmes facteurs sont ceux permis par les progrès techniques et semblent avoir considérablement amélioré nos conditions de vie.

Le problème de la protection de la faune apparaît donc complexe et peut se résumer ainsi :

La faune est menacée parce que son milieu est menacé. La législation française ne dissocie pas d'ailleurs la protection de la faune et celle de son milieu. Mais en pratique, cette protection est insuffisante, parce qu'elle se fait sous forme d'îlots trop petits où la faune n'est ni autonome ni équilibrée, et qui parfois ne sont pas respectés lorsque des intérêts financiers ou économiques entrent en jeu

On crée ainsi des musées "vivants" où l'on choisit des spécimens de faune à conserver pour les générations futures, ce qui ne présente aucun intérêt dans la mesure où ce maintien est artificiel. Mais ce souci de protection rassure et masque qu'à côté, on fait n'importe quoi (agriculture, aménagements etc...)

Une telle protection ne signifie rien. La seule protection intéressante est celle qui découlerait de conditions permettant à la faune de vivre de façon autonome. Pour cela il faut remettre en question l'utilité de chaque aménagement du territoire; il faut non seulement mettre en balance les avantages et les inconvénients de nos choix mais aussi remettre en question l'intérêt de ce qu'on admet être des avantages.

Vu :

LE DIRECTEUR

de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon,

[Signature]

[Signature]

LE DOYEN,

LE PROFESSEUR RESPONSABLE
de l'École Nationale Vétérinaire,

[Signature]

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

[Signature]

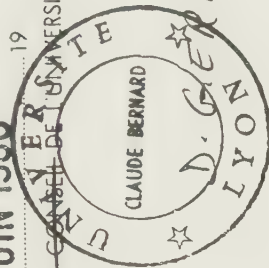
Vu et permis d'imprimer

16 JUN 1980

LYON, le

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ

LYON I



B I B L I O G R A P H I E

Textes législatifs

1. Loi n°60-708 du 22.07.60 sur la création des parcs nationaux
2. et décret n°61-1195 d'application (du 31.10.61)
3. Arrêté du 5 avril 1962 (J.O. 11 avril 1962) sur la protection des espèces et suivants :
 - 3a/28.07.66 (J.O. 18.11.66)
 - 3b/27.11.64 (J.O. 8.12.64)
 - 3c/ 9.07.68 (J.O. 25.07.68)
 - 3d/24.01072 (J.O. 15.02.72)
 - 3e/21.08072 (J.O. 9.09.72 et 28.7.64)
 - 3f/28.06.74 (J.O. 18.07.74)
 - 3g/15.10.75 (J.O. 25.10.75)
4. Arrêté du 2.07072 (J.O. 11.07.72) relatif aux conditions de capture, transport et d'utilisation des rapaces.
5. Arrêté du 25.02.75 (J.O.7.05.75) sur l'application des produits phytosanitaires.
6. Arrêté réglementaire permanent sur la police de la chasse dans le Rhône.
7. Loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature (J.O. 15.07.76) et décrets d'application :

7a/ n°77-208 du 12.10.77 relatif à l'application
de l'article 2

7b/ n°77-231 du 25.11.77 (textes d'application)

7c/ n°79-78 du 24.04.79 sur la protection des
espèces naturelles (J.O. 12.05.79)

7d/ décret du 12 juin 1979 (liste des espèces
gibier)

8. Décret du 1er mars 1967 (1er décret de création
des parcs régionaux)

9. Décret du 24 octobre 1975 (relatif aux parcs
régionaux).

a. O.C.D.E. L'Etat de l'Environnement dans les pays
de l'OCDE. Ed. Organisation de coopération et
de développement économiques. Paris 1979.

b. Bulletin du Génie Rural des Eaux et Forêts.
Extrait Chasse et Faune Sauvage.
Septembre 77. n°76.

c. J.L. SOYEZ Bulletin mensuel de l'O.N.C. Octobre 78
Gibier et gestion p.14-18.
Agriculture et Chasse p.22-23.

d. Réseau des Amis de la Terre.
Plaquette : Introduction au début : la Chasse.

e. Dossier "Nuisibles". Association pour la protection des renards et autres puants. Plaque de la Forêt Noire. 1978. Paris

f. P. CHIMITS. La protection de l'ours brun dans les Pyrénées occidentales. Comptes rendus du quatre vingt seizième congrès national des sociétés savantes. Toulouse 1971. Section des Sciences tome III. p.391 à 393.

g. Sciences et Avenir n°spécial 1978 Marées Noires.

h. BEAUD M - DANJOU P. - DAVID J.

Une multinationale française P.U.K.

Ed. Le Seuil Saint Amand 1975.

BOSQUET M. GORZ A. Ecologie et politique (Points politique)
Ed. du Seuil Paris 1978.

CHAMPOLLION A et P. L'écologie dénaturée. Les parcs nationaux. Ed. La pensée sauvage. Claix 1977.

DORST J. Avant que nature meure. Ed. Delachaux et Niestlé. 1969.

DUMONT R. L'utopie ou la mort. Point Politique. Ed. du Seuil Paris 1978.

FARCY H. L'espace rural Que sais-je. Presses Universitaires de France. Vendôme 1975.

JULIAN Y.E. Les dossiers actualité en question :
le pétrole qui tue. Marées Noires : la solution
existe. Ed. du Dauphin. Paris 1979.

KLATZMANN L'agriculture française. Point Economie
Ed. du Seuil. Paris 1978.

LACHAUX C. Les parcs nationaux. Que sais-je.
Presses Universitaires de France. Vendôme 1980.

LAMBERT M. Manuel officiel de l'examen de chasse
Ed. Chasse Sports. Paris 1976.

MILON Ph. La mort sur l'île
Ed. Crépin- Leblond. Paris 1972.

SOLTNER D. L'arbre et la haie. Collection Sciences et
Techniques agricoles 4ème ed. Angers 1977.

Bulletin mesuel de l'O.N.C.

Implantation du cerf élaphe dans les Alpes du
Nord p.19-23 n°du 20.12.79.

Réintroduction du Cerf de Corse. n° du 21.01.79 p23

Introduction du chamois dans le Cantal.

n° 24.4.79. p.9-12.

Le bouquetin d'Espagne. Projet de réintroduction
p.12-17. n° du 25.5.79.

Protection du mouflon de souche Corse.
n° du 29.10.79. p.7-8.

Suppléments au bulletin de l'O.N.C.

Le chevreuil

Le lièvre commun

Les pratiques agricoles modernes

Les produits chimiques en agriculture

Choisissez et dosez.

BESSON J.P. L'introduction de la marmotte dans les Pyrénées
occidentales. Comtes rendus du 96ème Congrès
national des sociétés savantes. Toulouse, 1971.
Section des Sciences tome III. p.397 à 399.

Fonctionnement de l'aire de nourrissage des vautours.
Rapport d'observation du parc des Pyrénées.
1969-1970.

Réseau des Amis de la Terre.

plaquettes : Introduction au débat. La Forêt.
Non aux mines d'uranium.

BOUVIER M. Les problèmes de la réintroduction d'espèces
animales disparues des Alpes Françaises.
Charence Nature. Lyon 1973.

MORINEAUX Y. Les parcs naturels régionaux.

Ed. La documentation française.

n°4439-4410. 2 décembre 1977.

RAMADE F. La régression de la faune est-elle inéluctable?

Unité forestière Janvier. Février. Mars 1979 n°89.

Forêt française (Syndicat National Unifié des Personnels
Techniques des Forêts).

Le libre blanc du SNU-CFDT sur la forêt.

La forêt malade du profit. PSU Documentation
n°121 avril mai 1978. Ed. Syros. Paris.

GERMINAL. Espace rural et Energie.

n°17. Juillet-Août-Septembre 1979.

Cahiers de la culture et de l'environnement.

L'enfant et l'environnement Décembre 73. N° hors-série

Les parcs nationaux et la Montagne n°4. Janvier 78
p. 17-27.

La Gueule Ouverte. Dans les mines du roi Uranium.

n°281. p. 8 à 10. Octobre 79.

Ecologie Provence Terre brûlée. n°312 septembre 79 p.3-5

Les Mines d'Uranium. n°317 p.7 à 10.

Le Sauvage Incendies : Liberté pour les Maures
n°69 Septembre 1979.

Le Parc du Morvan. Décembre 78.

Thèses de doctorat vétérinaire

BALTER Les Parcs Nationaux français et la protection
des mammifères. n°10443 Alfort 1979

BRULHEY La pollution des mers par les hydrocarbures.
n°8087. Alfort 71.

MENGUY. La marée noire en 1967 et la pollution de l'avi-
faune marine sur les côtes bretonnes.
n°8123. Alfort 71.

T A B L E D E S M A T I E R E S

PREMIERE PARTIE

Les causes de disparition (et parfois de maintien)des populations de faune sauvage en France (essentiellement mammifères et oiseaux sédentaires).

Introduction - Généralités 1

CHAPITRE I. Chasse et faune sauvage

I. Rappels sur l'importance de la chasse en France 10

II. Rôle de la chasse sur l'état actuel des populations	.11
A. Généralités.	.11
B. Les nuisibles.	.13
1. Définition	.13
2. Nuisibles et densité	.14
3. Les classés nuisibles	.15
a. liste	.15
b. Législation	.16
c. Les petits carnivores "nuisibles". . .	.16
d. Les autres "nuisibles"	.21
C. Le gibier	.22
1. Liste	.22
2. Situation de quelques espèces de gibier .	.23

D. Les espèces protégées	26
1. Espèces qui ont disparu ou qui se maintiennent difficilement	26
2. Espèces sauvées par une protection totale	30

CHAPITRE II. Agriculture et faune sauvage

I. Techniques responsables d'une forte mortalité	32
A. Machinisme agricole	32
B. Brûlage et enfouissement des pailles. . .	34
II. Les modifications de milieu	36
A. L'assèchement des marécages	36
B. Elimination des haies et talus	37
C. Défrichage	37
D. Abandon des cultures	38
III. Pollutions chimiques	38
A. Engrais	38
B. Pesticides	38
1. Définitions	38
2. Toxicité directe	39
3. Toxicité indirecte	40
4. Règlementation	42

CHAPITRE III. Autres pollutions : la pollution par les hydrocarbures

I. Sources de pollution	46
II. Fréquence des accidents	47
III. Les conséquences des marées noires pour la population aviaire des Sept Iles	48
IV. Inéluctabilité des accidents	50

CHAPITRE IV. La forêt et la faune

I. Morcellement des massifs	53
II. L'exploitation	53
III. Les incendies	54
IV. Les pollutions	56

CHAPITRE V. Travaux d'aménagement et faune

I. L'urbanisation	58
II. Les routes	59
III. Divers grands travaux	59

DEUXIEME PARTIE : Mesures prises en faveur de la
faune

I. Législation	61
II A. Le terme de "protection" selon la loi ;	61
B. Les espèces protégées	62
C. Les lois sur la protection de la faune.	66
a. à l'échelon national	66
b. à l'échelon départemental.	67
II. Les réalisations concrètes	68
A. Les parcs nationaux	68
1. Loi relative à la création des parcs	68
2. Les parcs	69
a. Localisation	70
b. Principales caractéristiques . . .	70
B. Les réserves	72
C. Les parcs régionaux	75

TROISIEME PARTIE

I. Problèmes "internes" des zones protégées .	80
1. Déséquilibre par manque de prédateurs .	80
2. Difficulté de maintien des prédateurs	81
II. Problèmes "externes" (par intérêt économique)	
1. Le Mercantour	83
2. Les Ecrins	87
3. Autres exemples : le Morvan	89
CONCLUSION	90
BIBLIOGRAPHIE	92
TABLE DES MATIERES	99

I. C. VAUBECOUR
l'Imprimerie des étudiants lyonnais
11 et 13 Rue Vaubecour
LYON 69002 - Tél. 42 - 45 - 85

I. C. VAUBECOUR
l'Imprimerie des étudiants lyonnais
11 et 13 Rue Vaubecour
LYON 69002 - Tél. 42 - 45 - 85